

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

sur les

Ouvriers Agricoles de l'Indre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 17 avril 1907, à 1 heure.

PAR

Louis BÉNARD

Président : M. SOUCHON, professeur.

*Suffragants : { MM. JAY,
PERREAU, } professeurs*

CHATEAUX

IMPRIMERIE A. MELLOTTÉE

2, RUE GUTENBERG, 2

1907

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

sur les

Ouvriers Agricoles de l'Indre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 17 avril 1907, à 1 heure

PAR

Louis BÉNARD

Président : M. SOUCHON, professeur.

*Suffragants : { MM. JAY, } professeurs.
 { PERREAU, }*



CHATEAUROUX

IMPRIMERIE A. MELLOTTÉE

2, RUE GUTENBERG, 2

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553005_0063

A MES PARENTS,

A LA MÉMOIRE DE MES GRANDS-PARENTS

ÉTUDE

sur les

Ouvriers Agricoles de l'Indre

AVANT-PROPOS

L'étude que nous avons tentée paraîtra sans doute manquer d'une précision que nous aurions désirée plus grande mais que le sujet rendait particulièrement difficile.

La dernière enquête agricole de 1902 n'ayant pas encore paru, nous n'avons pas voulu reprendre une fois de plus les chiffres partout reproduits de l'enquête de 1892 et qui, vieux de plus de quinze ans, ne sont plus une bonne base d'appréciation.

C'est à la bonne volonté de tous ceux que nous avons interrogés que nous avons eu recours ; elle ne nous a pas manqué et nous adressons d'abord nos sincères remerciements à toutes les personnes qui ont bien voulu nous répondre.

Si le résultat n'a pas répondu à notre effort, du moins espérons-nous n'être pas accusés de partialité ou de fantaisie pour un travail fait sur place avec le souci d'être aussi exact que possible.

Le sujet local que nous avons choisi a un intérêt général à nos yeux. — Si l'ouvrier des villes, en effet, objet de toutes les sollicitudes du législateur, est digne d'intérêt, la population rurale ne l'est pas moins ; il est de toute importance pour l'avenir du pays de la bien diriger et pour cela de la bien connaître. Il faut, pensons-nous, que les paysans comprennent que les ennemis de la classe prolétarienne, sont ceux qui y sèment des idées de révolte et y déchainent la lutte de classes. Il faut éclairer les travailleurs des campagnes pour qu'ils sachent bien que cette société collectiviste qu'on fait miroiter à leurs yeux est la négation de toute initiative et de toute liberté par excès d'une odieuse réglementation et que le pays a besoin de liberté comme il a besoin de soleil pour ses récoltes.

Ce n'est pas seulement l'éducation des travailleurs ruraux qui est à faire ; il faut que ceux qui les peuvent diriger ne s'attardent pas en un regret stérile du passé et n'oublient pas pour agir ce qu'écrivait si justement il y a quelques jours encore M. Jaurès : c'est que sans la démocratie rurale, le prolétariat des usines serait politiquement impuissant. C'est d'elle que dépend la paix sociale et devant sa tendance trop certaine à quitter la terre, il faut lui faciliter les moyens d'en acquérir, il faut aborder sans hésiter les réformes à faire, mettre en œuvre les moyens qui retiendront aux champs une population prospère, plus instruite des choses de l'agriculture, plus ouverte aux idées d'un profitable progrès, plus consciente surtout de son utilité sociale et de la force qu'elle doit à son indépendance.

CHAPITRE PREMIER

LE PAYS ET L'HABITANT

L'Indre se divise géographiquement en trois régions naturelles bien distinctes : La Champagne, le Boischaut, la Brenne.

La Champagne, d'une superficie d'environ 80.000 hectares, est une vaste plaine sèche, sans bois, peu coupée de haies ou de fossés, où domine la grande culture et l'élevage du mouton ; la vigne replantée avec courage y tient une place de plus en plus importante et les deux arrondissements de Châteauroux et d'Issoudun en comptent près de 7.000 hectares.

La région du Boischaut est, au contraire, accidentée, boisée et coupée de haies et de cours d'eau ; ses productions sont plus variées et ses prairies lui permettent l'élevage d'un excellent bétail.

Enfin la Brenne, dont la mise en valeur récente a coûté et coûte encore tant d'efforts, est marécageuse et boisée, mais non pas infertile là où des drainages et des défrichements judicieux ont assaini le terrain.

Il y a 50 ans, la situation agricole y était lamentable et celle de ses habitants particulièrement pitoyable ; mal vêtus, mal logés, ils se nourrissaient grossière-

ment. Il n'y avait point de routes alors en Brenne, on n'y circulait qu'à pied ou à cheval ; les transports ne se faisaient qu'avec des bœufs ou à dos de mulet, les relations étaient difficiles et rares avec les pays voisins. Les bâtiments ruraux en déplorable état, l'absence de débouchés surtout qui favorisait l'apathie si souvent reprochée aux Brenoux étaient les plus sérieux obstacles au progrès.

La Brenne d'aujourd'hui, au contraire, défrichée et assainie, bien percée et cultivée par les méthodes nouvelles et avec l'expérience du terrain, nourrit une population plus nombreuse, plus robuste et dont les progrès matériels et moraux sont en rapport avec les améliorations du sol. La culture y est devenue plus rémunératrice qu'en Champagne ¹.

Ce qu'est l'habitant lui-même des campagnes dans ce département que nous venons de parcourir à vol d'oiseau, il n'est pas inutile de le dire tout d'abord.

Le paysan de l'Indre est paisible avant tout, sobre, pas paresseux, mais lent à l'ouvrage, apathique, lent à se décider, souvent obstinément entêté, toujours en méfiance pour ce qu'il ne connaît pas. Loin d'être ce qu'on appelle rond en affaires, personne plus que lui n'est près de ses intérêts et ne les défend avec une aussi âpre ténacité. Il est « chachoin », il « tortille » avant de dire un oui définitif qu'il prononce toujours le plus tard possible et quand il est bien convaincu qu'il a obtenu toutes les concessions possibles. Sa tactique, s'il est ven-

1. Ratouis de Limay, *Le mélayage et les baux à colonage partiaire dans le département de l'Indre*, p. 38, Châteauroux 1896.

deur, est d'user votre patience, d'escompter votre désir, d'en finir pour vous amener à céder, tandis qu'il vous lasse par d'interminables redites, par des phrases vagues et enchevêtrées dont il déroule l'écheveau aussi longtemps qu'il le faut. Il lui arrive de manquer pour quelques sous un marché avantageux, quitte à en avoir, l'instant d'après, un regret qu'il ne lui servira pas de leçon.

S'il vient pour vous entretenir d'une affaire, soyez sûr qu'il abordera dix sujets avant d'en venir à celui qui l'amène, qu'il entourera sa demande de tant de circonlocutions et de considérations inutiles, qu'il vous faudra même parfois une certaine habitude pour le comprendre clairement, pour l'amener à préciser les conditions, car il vous répondra invariablement « qu'on se connaît bin et qu'on s'arrangera, qu'on se reverra bin et qu'on en recausera et que c'est pas ça une affaire bin sûr ! » et ainsi de suite.

Mais ne vous fiez pas au proverbe qui dit que quatre-vingt-dix-neuf moutons et un berrichon cela fait cent bêtes ; ce paysan, trop souvent routinier et peu causeur, ne manque pas toujours de finesse et si sa routine est, et fût surtout son pire ennemi, si son inertie est son arme favorite et toute-puissante, il n'en faut pas conclure à la légère qu'il n'a que des défauts et pas de qualités¹.

Au reste, la mentalité se transforme assez rapidement à la campagne ; l'évolution morale n'y est pas

1. On ne saurait mieux dépeindre le paysan berrichon que ne l'a fait, en

moins profonde que l'évolution économique et les jeunes générations ne sont plus en communauté d'idées avec leurs aînées.

Robuste, de goûts simples, indépendant, propriétaire le plus souvent de sa maison et de son champ, le rural semble ne pas apprécier à sa réelle valeur sa situation pourtant à plusieurs égards privilégiée. Trop souvent il se croit, sans vouloir l'avouer, d'une catégorie sociale inférieure dont il veut s'échapper, fût-ce au prix de son indépendance. La bicyclette qui lui a facilité l'accès du cabaret est un des plus puissants agents de transformation des mœurs et le cafetier, en partie grâce à elle, a vu croître sa puissance.

langue du pays, notre ami M. J. Patureau, qui veut bien que nous citions les strophes suivantes si couleur locale :

Pas vif, peu pressant, s'bilant guère,
Prenant teurjou l'temps com' y vint,
Y voit chaqu' chouse à sa manière
Et sorti d'la il n'entend rin.

Bin bon gas pour ceux qu'savons l'prendre
Chti-à-mort quand on veut l'brusquer,
Y préfère avant qu'd'entreprendre
Qu'son voisin il aye essayé !

Pas contrariant d'son caractère,
Bin souvent il dira coum' vous,
Mé quand qu'c'est qu'y s'agira d'faire
Dam, ça sang'ra du tout au tout.

Bon ouvrier de grosse ouvrage
Y fignole même à des mouments
Pour les coups d'collier y s'ménage
On n'en a rin en l'tourmentant.

Quand qu'c'est qu'la mort veut sa carcasse
Ça l'ennuye teurjou, riche ou gueux !
Mais y sait la r'garder en face
Résigné comme ses grands bœufs.

Si le costume non plus que les mœurs du paysan de l'Indre ne sont bien caractéristiques, si sa personnalité un peu terne n'offre guère d'intérêt, sans doute, que pour un enfant du pays, sa vie économique matérielle et morale ne saurait être tout à fait indifférente et nous voudrions en envisager maintenant les principaux éléments.

CHAPITRE II

LA PROPRIÉTÉ. — MOUVEMENT. — PRIX DU SOL. — VENTES ET LOCATIONS DE TERRE.

Après avoir présenté dans son cadre l'homme de la campagne de l'Indre, il convient d'examiner d'abord comment se répartit la propriété. La division du sol a une influence immédiate sur la vie des populations des campagnes ; le prix de la terre, le degré de morcellement et les transmissions de la propriété, sont autant de sources précieuses d'indication pour apprécier la condition de ceux qui nous occupent.

L'Indre est encore un pays de grande propriété ¹. Bien que de vastes terres comme Valençay, Argy et d'autres encore aient été morcelées, il reste encore d'assez considérables domaines ; mais la tendance générale qui s'accentue tous les jours est à la division du sol, à la constitution de moyennes et de nombreuses petites propriétés. Le nombre total des parcelles a augmenté de 230.000 environ depuis 50 ans écrivait

1. Nous adoptons la division généralement admise : petite propriété de 1 à 10 hectares ; moyenne : de 10 à 40 hectares ; grande : au-dessus de 40 hectares.

M. Ratouis de Limay en 1889 ¹ ; il a continué depuis à augmenter sans cesse.

Il convient de distinguer de la Champagne et de la Brenne, où la grande propriété domine encore de beaucoup aujourd'hui, le Boischaut qui depuis longtemps déjà est morcelé.

Si nous considérons le mouvement actuel de la propriété, nous assistons au commencement de la division du sol dans les parties de l'Indre qui y avaient jusqu'ici échappé. En Champagne d'abord, les ventes en détail, un instant suspendues, ont repris très activement depuis sept ou huit ans et non seulement autour des agglomérations, mais même dans des portions qui sont parmi les moins peuplées ; ce sont des ventes de gros ou de moyen détail, si l'on peut dire : Ainsi, une ferme de 200 hectares se vend à cinq, huit ou dix personnes qui sont d'anciens fermiers ou métayers pour la plupart. Au voyageur qui suit la route de Châteauroux à Vatan, pas un bourg ne s'offre à la vue et cependant les gros propriétaires des fermes qui bordent ces trente kilomètres de route, trouvent dès maintenant, quand ils veulent vendre, amateurs parmi les fermiers et les journaliers du pays qui achètent pour quatre, cinq ou dix mille francs de terre.

En 1905-1906, deux cent trente hectares se sont ainsi morcelés entre Châteauroux et Vatan par lots de 12, 15 et 20 hectares ; nous pourrions multiplier les exemples ; qu'il nous suffise de signaler encore qu'à

1. *Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Indre*, août 1889.

Ménétréols-sous-Vatan, qui compte une centaine d'électeurs, trois grosses fermes depuis 7 ans, se sont détaillées pour une somme d'environ 250.000 francs et que les acquéreurs ont tous payé vite et facilement ¹.

En Brenne le mouvement quoique plus lent se dessine cependant aussi et s'accuse particulièrement depuis deux ou trois ans ; mais les aléas de la culture y sont, dans l'état actuel, encore trop grands pour que le nombre des petits et surtout des moyens propriétaires, dépourvus de capitaux, incapables de faire à la terre les avances qu'elle exige, augmente aussi vite qu'en Champagne.

Nous avons excepté le Boischaut, parce que la division du sol y est chose faite depuis longtemps. Citons, en effet, à titre d'exemple une commune dont les propriétaires se partageaient le sol de la façon suivante au moment de la confection du *Cadaastre* ².

52	propriétaires	ont moins de 1 hectare.
93	—	possèdent de 1 à 5 hectares.
29	—	— 5 à 10 —
19	—	— 10 à 30 —
4	—	— plus de 30 —

Les fermes de 60 hectares dans cette partie de l'Indre sont plus rares que celles de 100 et 200 hectares en Champagne ; elles sont coupées de haies et ne gagneraient pas le plus souvent à être diminuées.

Après avoir constaté que la terre se vendait facile-

1. Renseignements particuliers.

2. Extrait du *Cadaastre*.

ment, il était intéressant d'en connaître le prix moyen et d'en noter les variations.

Malgré des différences assez grandes tenant à des circonstances qui peuvent, pour quelques-unes au moins, faire varier en peu de temps le prix quelquefois de plus de moitié, nous tâcherons de nous rapprocher le plus possible de la réalité tout en ne donnant à nos chiffres que la valeur approximative qu'ils comportent.

Il y a actuellement une plus-value du sol qui n'est du reste encore le plus souvent, sauf en Brenne, qu'un retour aux prix d'avant la crise. Encouragés par l'actuelle prospérité agricole dans le département, par les résultats satisfaisants des reconstitutions de vignobles, mieux armés contre les déboires, grâce à une connaissance plus grande des meilleures méthodes de culture, les cultivateurs ont repris confiance et le prix du sol s'est partout relevé. Cette valeur vénale de terres laboureables avait subi depuis 1882, tandis que celle des prés restait la même, une dépréciation évaluée à 35 0/0 ¹.

Quoi qu'il en soit, voici un tableau chronologique des différentes valeurs moyennes du sol et des taux du fermage dans l'Indre.

1. *Bulletin de la Société d'Agriculture*, août 1889, p. 233.

DATES	CONTRÉES	VALEUR DE L'HECTARE	TAUX DU FERMAGE
Avant 1880	Brenne	400	18
	Champagne	800	30
	Boischaut	900	35
De 1880 à 1890	Brenne	350	15
	Champagne	550	20
	Boischaut	850	30
De nos jours	Brenne	550	25
	Champagne	850	35
	Boischaut	1000	40

La valeur du sol et le taux du fermage ont donc surtout augmenté pour la Brenne, et cela par suite du défriement des brandes et de l'extension donnée à l'élevage du bétail. La hausse est non moins sensible en Boischaut mais des difficultés avec la main-d'œuvre pourraient bien faire baisser en Champagne le taux du fermage et le prix de la terre.

Il est établi que la terre se vend actuellement dans l'Indre facilement et qu'elle augmente de valeur ; les affirmations des marchands de biens sont toutes sur ce point concordantes. Les causes de ce fait — nous en avons incidemment signalé quelques-unes et nous en trouverons d'autres — n'ont rien, dans leur ensemble au moins, de spécial à l'Indre et elles se résument toutes en cette formule : élévation des salaires et prospérité agricole des dernières années. Nous n'y insisterons pas ici, mais il est bon d'envisager un instant une conséquence de ces ventes et de cette plus-value ; on peut se demander s'il y a assez de terre pour satisfaire toutes les

demandes et non seulement assez de terre à vendre, mais aussi de terres à louer pour qui ne peut encore se rendre acquéreur.

Pour ce qui est de notre département on peut hardiment répondre par l'affirmative : il est possible à quiconque s'est amassé quelques économies de les employer à acquérir un coin de terre d'une étendue proportionnée à ses ressources. Peu de grands propriétaires, pour des raisons que nous n'avons pas à examiner ici, sont disposés à agrandir leur avoir foncier ; ils ne font pas de concurrence sérieuse aux petits acheteurs et la clientèle des marchands de biens se recrute surtout dans la classe agricole, parmi ceux pour qui tout placement mobilier en France, et à plus forte raison à l'étranger, est chose le plus souvent inconnue et toujours redoutée. Les acheteurs trouvent, non pas toujours, sans doute, du jour au lendemain, mais ils trouvent toujours, sans trop de peine à acheter de la terre. Il est vrai, hâtons-nous de le dire, qu'il y a des exceptions localisées dans des communes plus riches que d'autres où on s'arrache la terre véritablement, et où on la surpaie. Le rural de cette commune qui gagne de l'argent et qui fait des économies accumule en attendant l'occasion favorable pour acheter dans le plus petit rayon possible un champ pouvant lui convenir. Une vente a-t-elle lieu, tous les compétiteurs se présentent et se disputent avec acharnement les parcelles, n'hésitant pas, souvent, à les surpayer même de beaucoup et d'autant plus qu'ils ont dû attendre plus longtemps la réalisation de leur plus cher désir. Nous avons vu vendré sous nos yeux de

cette façon des terres qui ont été payées 3.000 francs et plus l'hectare alors qu'elles ne sont pas estimées valoir plus de 1.500 francs.

Cette situation qui existe donc est rare et il est juste d'ajouter qu'on trouve la situation contraire dans d'autres communes. Un heureux équilibre paraît difficile à obtenir à cause de la différence de nature des terrains et surtout de l'attachement du paysan à son clocher.

S'il y a assez de terres à vendre, il y en a aussi assez à louer ; on peut dire même que plus il s'en vend, plus il y en a à louer. C'est que l'ouvrier agricole propriétaire ne se réserve que ce qu'il peut cultiver par lui-même avec l'aide de sa famille. La main-d'œuvre coûte trop cher pour qu'il puisse le plus souvent étendre au delà de ses propres forces sa surface cultivée ; il cherche alors à louer le surplus à un voisin moins fortuné, journalier agricole qui tirera de ce champ sa nourriture et celle de son menu bétail, ou bien, le fermier jeune encore d'un domaine où il gagne de l'argent avec sa famille, affermera la maison et la terre achetées sur ses économies, en attendant qu'il vienne s'y installer après une petite fortune faite : cette situation est fréquente dans nos campagnes. Il ne faut pas oublier que si dans l'Indre on a énormément défriché depuis 60 ans, il reste encore des réserves qui, sans être inépuisables, sont encore pour longtemps suffisantes.

Ces ventes fréquentes de terres, l'augmentation constante et certaine du nombre des petits propriétaires

paraissent, à première vue tout au moins, difficilement conciliables avec le mouvement d'exode rural dont on s'inquiète tant, avec la diminution et la cherté de la main-d'œuvre. Si la petite propriété augmente sans cesse, comment peut-on parler d'abandon des campagnes et pourquoi réclamer le retour à la terre ? Nous retrouverons la question ; contentons-nous ici d'avoir signalé la réelle facilité des transactions au détail et l'augmentation de valeur de toute propriété rurale aisément détaillable tandis que celle de la propriété non facilement morcelable baisse assez sensiblement.

Nous avons dit que les principaux acheteurs de terre étaient des ruraux ; il n'est pas sans importance d'insister sur ce fait. Sans parler d'un assez grand nombre d'anciens domestiques de ville qui reviennent acheter dans leur commune d'origine, le plus souvent, une maison et un plus ou moins grand morceau de terre et qui ne sont pas des agriculteurs, mais deviennent cependant de petits propriétaires ruraux, beaucoup de ceux qui, vivant à la campagne et vivant d'elle, y font lentement, mais sûrement des économies, veulent les placer en terre et non autrement. Le journalier agricole qui, non propriétaire, a pu amasser quelque argent et ne cède pas à l'attrait des « villes tentaculaires », achète dès qu'il le peut d'abord une maison puis un peu de terre autour, et son désir, le but de toute sa vie, est d'agrandir son petit domaine. L'effort de la population rurale pour acquérir de la terre a été maintes fois constaté et malgré des influences contraires,

malheureusement trop puissantes et sur lesquelles nous devons revenir, il est encore très réel dans notre département agricole avant tout ; il ne saurait se manifester avec plus de force que pendant une période de prospérité.

Ce mouvement de morcellement n'a pas seulement une importance sociale très grande, une influence directe sur la densité de la population des campagnes ¹, il a des conséquences immédiates sur l'agriculture et variables du reste suivant les régions.

Dans la *Revue de la Société du Berry* de 1860 on écrivait « dans l'état actuel des choses deux obstacles principaux arrêtent le développement d'une meilleure culture : 1° l'étendue trop considérable des domaines ; 2° l'insuffisance du bétail » ; or il est certain que la création de moyennes et de petites propriétés n'a pas été sans influence sur l'élévation des rendements.

En 1862, 97.236 hectares rendaient 13 hectol. 40 de blé à l'hectare ; en 1898, 110.461 hectares cultivés en blé rendaient 18 hectol. à l'hectare ².

L'accroissement dans l'espèce bovine s'est manifesté d'une façon continue et a suivi pour ainsi dire le développement donné aux prairies artificielles tandis que le mouton reculait devant la bête à corne. Le commerce des porcs a pris dans le sud du département une très grande extension.

Si le morcellement a entraîné parfois en Brenne l'inconvénient sérieux d'entraver un judicieux drai-

1. Souchon, *La propriété paysanne*, p. 38.

2. La Société d'Agriculture de l'Indre à l'Exposition de 1900.

nage, empêchant par défaut d'entente entre voisins, l'exécution d'un plan d'ensemble, cette considération perd chaque jour de sa valeur à mesure que s'achève le grand effort qui a rendu ce pays sain et accessible. La petite propriété pourra désormais gagner du terrain et contribuer à fixer dans le pays une population aisée et plus nombreuse.

La vie du cultivateur ne nous semble pas moins enviable que celle de l'ouvrier des villes, au contraire, et nous allons envisager d'abord les conditions du travail de ceux qui nous occupent.

CHAPITRE III

LE TRAVAIL AGRICOLE. — DURÉE. — REPOS ET CHÔ-
MAGE. — TRAVAUX DES FEMMES ET DES ENFANTS.

S'il y a de pénibles journées pour l'homme de la campagne, il y a aussi pour lui des avantages dans les travaux des champs, d'abord au point de vue de la durée même : La durée de la journée de travail a partout diminué, non pas tout d'un coup, du jour au lendemain, et légalement comme cela s'est fait pour les ouvriers industriels mais non moins sûrement, et cela pour deux raisons. En premier lieu, pendant l'été, grâce aux machines et le reste du temps, parce que la main-d'œuvre, plus rare, en prend plus à son aise avec l'employeur. Il convient d'ajouter que le paysan berrichon est en général lent à l'ouvrage et abat moins de besogne que son voisin du Poitou par exemple.

Quoi qu'il en soit, si l'ouvrier agricole de l'Indre travaille encore 11 heures et quelquefois 11 h. 1/2 pendant la période des grands travaux, il ne travaille guère que 9 heures le reste du temps et 7 ou 8 heures environ pendant les quatre mois d'hiver ou même beaucoup moins suivant le temps et les circonstances.

Si on déduit le temps des repas et des repos et si l'on considère que l'ouvrier rural employé à la journée n'est pas comme l'ouvrier industriel surveillé par un contremaître toujours présent, qui exige qu'au coup de cloche ou au coup de sifflet réglementaire tout son personnel soit au travail ; si on pense que l'ouvrier des champs n'est pas spécialisé comme dans l'industrie et qu'il perd parfois beaucoup de temps pour se rendre à son travail ou pour en changer souvent plusieurs fois dans la même journée, on conviendra sans peine que la durée du travail effectif n'a rien d'excessif.

Le lever et le coucher du soleil qui réglaient à la campagne le travail de l'ouvrier ne sont plus maintenant le signal qui lui fait prendre ou quitter l'outil et on peut estimer qu'en général, la durée du travail à la campagne s'est abaissée insensiblement de près de deux heures tandis qu'augmentait le salaire.

Dans les *Questionnaires sur les usages locaux de l'Indre* en 1875, nous trouvons en effet que les heures du lever et du coucher du soleil sont celles qui fixent les limites de la durée du travail, et on ajoutait que « les femmes, comme les hommes, travaillent du lever au coucher du soleil ». La réponse serait inexacte aujourd'hui, bien qu'en principe rien ne soit changé.

L'ouvrier fournit souvent ses outils ; si la journée est interrompue par le mauvais temps on rabat, disent des *Questionnaires* aux faucheurs, moissonneurs et vendangeurs, le temps perdu¹ ; mais il n'est fait de ce droit

1. *Questionnaires* de Buzançais, Valençay, Levroux de 1875 ; Nohant-Vic, Sainte-Sévère de 1898.

du loueur d'ouvrage agricole qu'un usage très modéré et le plus souvent, à notre connaissance, il n'en est pas usé du tout. Le *Questionnaire* de Sainte-Sévère indique que si le mauvais temps est d'au moins une demi-journée, ce temps n'est pas payé et le canton de Mézières-en-Brenne répond qu'en cas de mauvais temps, le maître ne doit pas le temps perdu, mais il doit la nourriture. En réalité, la plupart du temps, et surtout s'il ne s'agit pas des grands travaux de la moisson ou des vendanges par exemple, l'employeur s'arrange pour occuper au dedans l'ouvrier que la pluie empêche de travailler dehors ; il y a toujours quelque chose à faire soit au grenier, soit à la grange et il est bien rare qu'on renvoie l'ouvrier et qu'il perde le bénéfice de sa journée. Du reste, l'ouvrier agricole le sait si bien, qu'il n'est pas sans en abuser quelquefois, travaillant chez lui quand il fait beau et allant travailler chez le propriétaire voisin si le temps est douteux.

Ce rural qui travaille tantôt plus, tantôt moins suivant les saisons, observe-t-il le repos hebdomadaire ? La question n'est pas susceptible d'une réponse unique ; on peut dire que le repos existe en fait le dimanche traditionnellement et qu'il est observé dans les relations entre employeurs et salariés à l'année. Un métayer ou un fermier peut avoir à un moment donné besoin de son personnel le dimanche pour un travail pressant dont il est seul juge, mais qu'on ne craigne point ici l'arbitraire rendu possible faute d'un texte impératif ; le nombre des dimanches perdus pour les

ouvriers sera, par la nature des choses, forcément très restreint et les raisons de concurrence et d'hygiène ne sont pas de mise ici. En fait donc, tous les domestiques de ferme à l'année jouissent régulièrement de l'après-midi du dimanche et, le plus souvent, de la journée entière qu'ils font commencer la veille au soir, sans se soucier du bétail à soigner le lendemain matin et de l'embarras du fermier sur qui retombe tout l'ouvrage.

Quant au journalier, le plus souvent en même temps petit propriétaire, il est rare qu'il chôme le dimanche pendant la belle saison ; il ne loue pas ses bras, mais la plupart du temps, au contraire, consacre cette journée à son champ ou à son jardin et travaille ce jour-là plus qu'un autre parce qu'il travaille pour lui.

Cependant, il est des époques de l'année où le travail moins urgent laisse des loisirs le dimanche à notre homme. Après avoir « bricolé » chez lui le matin, il se rase, se lave plus soigneusement que de coutume et se rend au bourg voisin pour y faire ses emplettes, apprendre les nouvelles, boire une chopine avec des camarades, voire même entendre un brin de messe si c'est un jour de fête. Dans certaines communes, c'est le dimanche, sur la place, que s'embauchent les journaliers pour la semaine ; c'est là que se discutent et se fixent les prix. Enfin, si le journalier reste chez lui, il ne manque pas de menues occupations et il profite de ce jour de loisir pour remettre en état ses outils, ferrer une paire de sabots neufs, peser ses bêtes en vue d'une foire prochaine.

Nous arrivons maintenant à une grave question

pour les populations rurales, c'est celle du chômage qui a préoccupé à juste titre toutes les personnes s'intéressant à l'agriculture et qu'on dénonce toujours comme le danger inéluctable et invincible qui menace l'homme des champs et lui rend la vie précaire et incertaine.

Cependant, nous n'hésitons pas à dire, et c'est la conclusion forcée de toutes les réponses que nous avons obtenues et de ce que nous avons pu nous-mêmes observer, qu'il n'y a presque pas de chômage dans l'ensemble du département pour sa population agricole, et cela, non seulement, bien entendu, pendant la période des grands travaux où la main-d'œuvre est toujours trop rare, mais même pendant l'hiver.

Le chômage, quand il existe, est du reste plus à craindre pour l'ouvrier de la ville que pour celui des champs.

La campagne a sa saison morte, mais il n'en faut pas conclure *à priori* à une infériorité de ce chef qu'on a trop tendance à exagérer, car cette saison est prévue, on l'attend et on s'y prépare tandis que le chômage industriel est tout différent par son imprévu et ses conséquences.

C'est lui surtout qui endette les ouvriers, qui foment la haine sociale dans le cœur de gens qui, spécialisés le plus souvent dans un genre de travail, n'en peuvent faire d'autre et ne seraient pas nombreux du reste à en trouver.

Aussi une assurance contre le chômage qui peut être utile pour l'ouvrier urbain, ne l'est-elle pas à la campa-

gne où l'aide réciproque est du reste plus fréquente et plus effective qu'à la ville.

L'hiver qui abrège la journée de travail au dehors devrait, semble-t-il, engager l'ouvrier à se créer une petite occupation sédentaire, à apprendre un métier extra agricole ; il n'en est rien ; et de louables et intelligentes initiatives ont échoué sur ce terrain.

En 1893, un vœu proposé par la réunion départementale du Cher, pour qu'une enquête soit ouverte sur la condition des ouvriers agricoles pendant la période d'hiver, fût adopté par la Société des agriculteurs de France.

On insista, dans la discussion, sur les occupations d'hiver aujourd'hui disparues pour le rural : battage en grange, tissage, roulage de minerai de fer (dans la région du centre), etc. Le remède, pensait-on, était dans la reconstitution de petits métiers qu'on pourrait décentraliser et dont l'apprentissage serait facile pour la population rurale. La réalisation de ce désir semble difficile étant données les conditions actuelles de la production de plus en plus industrialisée ; surtout, la bonne volonté des intéressés fait trop souvent défaut et c'est une preuve de plus, sinon peut-être la meilleure, que le besoin d'occupations supplémentaires en hiver ne se fait pas impérieusement sentir ¹.

Il est certain, en effet, que bien peu manquent de travail dans notre département boisé. La grande occu-

1. Une tentative de coopérative organisée par M. d'Astier de la Vigerie pour la fabrication de paniers, a complètement échoué après quelques années d'essai dans la commune de Niherne.

pation de l'hiver dans l'immense majorité des communes de l'Indre, c'est celle de bûcheron. Tout journalier agricole est bûcheron depuis le 15 novembre jusqu'au mois de mars où la terre réclame à nouveau ses bras pour la vigne, les ensemencements de pommes de terre et d'avoine. En avril, beaucoup retournent au bois pour écorcer et arrivent à gagner pendant ce mois de bons salaires.

Quant au petit propriétaire, journalier intermittent, s'il a besoin de bois pour son usage, il l'achète sur pied et l'abat lui-même, économisant la façon et employant ainsi les loisirs que lui laisse la mauvaise saison.

D'autres journaliers qui sont employés dans de grandes fermes y trouvent du travail toute l'année ; le propriétaire ou le fermier qui tient à eux leur trouve toujours de l'occupation pendant les deux ou trois mois de morte-saison, il leur en crée au besoin pour les avoir sous la main au retour des beaux jours. Que de travaux variés, en effet, et sans cesse renouvelés nécessitent une exploitation rurale : Rigoles d'irrigation, plantations d'arbres, de vigne, curage de fossés, amélioration des chemins, remise en état des outils, etc.

Sans doute, il est vrai que la vie aux champs se ralentit l'hiver, qu'avec la durée du travail diminue le taux du salaire, mais cela tient à la nature même des travaux qui se font en plein air et sont parfois entravés par le mauvais temps. Il est naturel que le paysan qui a fourni un très dur labeur pendant l'été s'engourdisse un peu l'hiver comme la nature qui l'entoure et rattrape

le repos perdu. S'il ne gagne que peu, du moins vit-il sobrement et, fût-ce pauvrement, il a des compensations que ne connaît pas l'ouvrier des villes toute l'année courbé sur une machine, travaillant fiévreusement à la lumière une grande partie du jour, brûlant sa vie dans une atmosphère souvent malsaine.

Tout en ne chômant pas, le rural, pendant les longs mois d'hiver, a des loisirs ; il peut jouir des soirées passées au coin du feu clair et véritablement, plus que tout autre, vivre à sa guise de la vie de famille calme et non à perpétuité désorganisée par un horaire implacable.

En un mot, il est indépendant. Ces considérations qu'on peut négliger ne manquent pas d'intérêt à nos yeux et ces conditions de vie ne constituent pas un des moindres avantages de la vie aux champs.

Après avoir examiné le labeur de l'ouvrier agricole, la durée de son travail et de son repos, on peut se demander sous quelle forme il travaille et on se trouve en présence des deux systèmes connus, mais très inégalement employés dans l'Indre du travail au temps et du travail à la tâche. La question est si étroitement unie à celle du salaire que nous la renvoyons au chapitre qui lui est consacré, nous proposant d'envisager maintenant le travail des femmes et des enfants.

Les femmes, il n'y a pas longtemps encore, prenaient une bien plus large part aux travaux des champs qu'aujourd'hui ; on peut dire que dans l'Indre elles ne s'emploient presque plus aux travaux agricoles proprement dits et qu'elles y deviennent de plus en plus réfractaires. Seules les femmes de petits propriétaires aident encore

plus ou moins leurs maris, javelant pendant la moisson et ramassant avec lui les pommes de terre.

On ne saurait regretter que les femmes ne se livrent plus à des travaux souvent trop pénibles pour leur faiblesse si cette situation nouvelle ne se compliquait d'un état d'esprit qui leur fait détester la vie à la campagne. Les femmes ont, disons-le en passant, une grande part de responsabilité dans l'exode rural : jeunes filles, elles dédaignent pour époux un honnête cultivateur dont le désir est de rester aux champs, jeunes femmes elles entraînent souvent, malgré lui, leur mari à la ville ou l'empêchent, une fois parti et désabusé, de revenir à la charrue.

La population féminine qui reste à la campagne, si elle ne se salit pas les mains à des travaux qu'elle estime trop grossiers, se perd souvent la vue à coudre ou la santé à piquer à la machine, et cette conséquence n'est pas une des moins regrettables parmi celles qui résultent de cette transformation dans la vie de nos villageoises. Nous ne voudrions pas certes exagérer, ni qu'on nous taxe d'un parti pris que nous avons à cœur d'éviter. On dira, sans doute, que nous sommes mal venus de trouver mauvais que les femmes tirent l'aiguille au lieu de ramasser des pommes de terre, mais nous ne nous élevons que contre un courant trop rapide, que contre le danger pour l'agriculture de l'envahissement d'un genre de travail qui est en lui-même à l'abri de la critique. C'est que les femmes sont les auxiliaires indispensables de l'homme pour les travaux des champs dans tout ce qu'ils ont d'accessoire et il est

à souhaiter qu'elles ne désertent pas la campagne pour l'atelier dans un seul but de vanité et de fausse élégance.

Qu'on ne puisse plus trouver qu'à grand'peine le plus souvent des femmes de journée à la campagne, c'est un fait caractéristique presque partout constaté dans le département; rares par exemple sont celles qui, aujourd'hui, consentent à venir faire une lessive ou d'autres travaux analogues et il est certain qu'il y aura là matière à développement pour des entreprises telles que celle du blanchissage. Ce qui est plus grave, c'est qu'on ne trouve que difficilement les servantes de ferme nécessaires. Les plus misérables ou les moins adroites seules se décident à une extrémité que fuit le plus grand nombre. Les jeunes filles de la campagne dès leur première communion commencent à travailler à l'aiguille et cherchent quand elles ont l'âge de se marier à épouser un artisan, ce qui les relève à leurs yeux dans l'échelle sociale.

Les grands domaines de Champagne vont chercher leurs servantes aux environs d'Ardentes, là où la confection ne s'est pas encore installée en souveraine. L'attrait d'une liberté plus grande avant tout et d'un travail n'exigeant que peu d'efforts physiques, plutôt que celui d'un salaire élevé, fait que les jeunes filles préfèrent travailler à l'aiguille et explique la pénurie de main-d'œuvre féminine pour tous les autres emplois.

Pour faire face à des besoins nouveaux, pour abaisser le coût de production, l'industrie de la couture s'est décentralisée et l'Indre est un des départements le plus

mis à contribution par elle. La campagne a été accaparée pour la fabrication de toutes sortes de travaux de lingerie qui exigent une bonne vue, une main légère et une absolue propreté. C'est ainsi que petit à petit les femmes de la campagne ont négligé leurs anciennes occupations : traire la vache ou arracher de l'herbe pour la chèvre ou les lapins leur répugne davantage à mesure qu'elles fréquentent plus souvent leur voisine du bourg ou de la ville, ouvrière d'atelier qui porte des bottines fines et des gants le dimanche.

Il n'est que juste de remarquer que la situation d'une fermière et de ses aides n'est pas une douce sinécure ; elle exige une activité toujours en œuvre et une santé robuste, mais la perspective de tirer l'aiguille toute une journée est-elle donc bien plus enviable ?

Du reste, plusieurs parmi les plus pénibles travaux qui incombait aux femmes sont supprimés ou moins fréquents ; cuire le pain est de plus en plus le travail exclusif du boulanger et les moissonneurs moins nombreux reviennent plus facilement, grâce aux machines, prendre à la maison leurs repas qu'il n'est plus nécessaire de leur porter sur place. Le temps de la moisson en tout cas est sensiblement raccourci.

Les femmes en Brenne encore et surtout dans une grande partie du Boischaut¹ ont peu cédé jusqu'ici à l'envahissement des travaux de confection qui y gagnent cependant chaque jour du terrain.

Elles vont aux environs de La Châtre, par exemple,

1. Environs de La Châtre, Aigurande, Eguzon.

en journée agricole à certaines époques de l'année où il y a pour elles des travaux convenables dans les champs : binage des pommes de terre, triage de racines, sarclage des blés, fenaison, javelage en période de moisson, ramassage de pommes de terre, vendanges, etc... Ces journées des femmes sont, d'oreste, très intermittentes ; il faut pour que celles-ci puissent en faire ou bien qu'elles aient avec elles une vieille mère capable de veiller au bétail, ou des enfants assez âgés pour s'acquitter de cette tâche conformément à leurs recommandations. Partout dans le sud du département où on élève et où on engraisse des pores, ce sont les femmes qui, pendant que l'homme s'occupe au dehors, vaquent à cette occupation qui leur coûte beaucoup de soins et de temps.

Si on pense qu'elles ont dû en outre s'occuper de leur ménage et de leurs enfants, on voit qu'il ne leur reste guère de loisirs pour l'aiguille ou la machine.

Les profits de bestiaux augmentent du reste dans un ménage où la femme ne se laisse pas absorber par les travaux de confection et compensent en partie la diminution de salaire qui en résulte.

Dans toutes les autres parties du département les femmes prennent très peu part aux travaux agricoles.

L'industrie de la lingerie confectionnée a pris depuis une quinzaine d'années surtout une très grande extension et elle augmente tous les jours d'importance. Le luxe du linge fin a augmenté dans de considérables proportions. On ne vend plus des pièces de toile pour faire des chemises et des pantalons, mais on vend ces

articles tout faits et festonnés à une clientèle qui augmente sans cesse en nombre et en exigence.

On peut dire sans exagération que les femmes de la campagne qui ne font pas de confection sont l'exception ; toutes trouvent à leur portée autant d'ouvrage qu'elles en peuvent faire et s'y consacrent de plus en plus.

Les ouvrières se peuvent classer en trois catégories : les unes qui habitent dans un centre, même rural, sont ouvrières d'atelier ; ce sont des jeunes filles pour la plupart ; d'autres, en pleine campagne ou habitant des villages, travaillent chez elles et sont ouvrières à la machine ou à la main.

Les fabricants installés dans les centres et qui tous fournissent de grosses maisons de Paris comme le Bon Marché par exemple, ou même font de l'exportation, font en général travailler en atelier et envoient en même temps à domicile du travail aux ouvrières de la campagne qui parfois aussi viennent le chercher elles-mêmes. Quelques-uns n'ont affaire dans chaque village qu'à une ouvrière entrepreneuse à qui ils apportent en bloc de l'ouvrage qu'elle se charge de faire exécuter dans son entourage et ils ont des dépôts d'ouvrage dans un rayon plus ou moins étendu suivant leur importance.

Le nombre des femmes travaillant à domicile et possédant une machine à coudre n'est pas encore très grand dans les régions surtout où le genre d'ouvrage adopté nécessite un travail à la main et parce que beaucoup d'ouvrières rurales travaillent une partie de l'année dehors tout en gardant leurs bêtes.

Des marchands de machines en vendent dans la campagne moyennant des acomptes mensuels de quelques francs. La machine revient à 160 ou 180 francs. Certains fabricants du reste fournissent gratuitement à leurs meilleures ouvrières la machine, le fil et les aiguilles ; d'autres prélèvent un prix de location et font faire les réparations à leurs frais.

En fait une très grande partie du travail est fait à la main. Chaque contrée se spécialise dans un genre d'ouvrage et chaque ouvrière adopte un genre de travail en rapport avec ses goûts ou ses capacités.

Tandis qu'à Valençay on fait surtout de la lingerie pour femmes, à Levroux on fait surtout de la lingerie pour hommes, chemises et caleçons. Poulaines a une spécialité de coulissage et Sougé une de pantalons. Graçay va avoir sa maison de faux cols, etc...

Il est vrai que d'autres centres de confection plus importants, Buzançais, le Blanc, Argenton font tous les genres : confection de luxe et articles de fantaisie, jupons et chemises de soie.

Voilà donc à quoi sont occupées les femmes de la campagne dans la plus grande partie de l'Indre. De nouveaux ateliers se fondent dans les gros villages qui n'avaient que des travailleuses à domicile. Les femmes jeunes cherchent à se rapprocher des ateliers où on gagne davantage. S'il y a pour l'avenir d'un département si essentiellement agricole un danger dans l'extension de l'industrie de la confection, il n'en est pas moins vrai aussi qu'il y a de ce chef pour la moitié de la population rurale un appoint de bénéfice assuré, car

il n'est pas question pour elle de chômage; appoint parfois indispensable du reste aux femmes dont les maris sont exclusivement vigneronns comme aux environs d'Argenton et qui ont peu de bétail et n'auraient pas de quoi s'occuper si elles ne trouvaient à faire des travaux de lingerie.

Nous verrons quels sont les salaires des femmes occupées aux travaux d'aiguille. Disons un mot du travail des enfants. Ils rendent de très bonne heure à la campagne des services appropriés à leur âge et à leurs forces; ils vont suivant les cas plus ou moins régulièrement à l'école et le nombre des illettrés dans notre pays d'instruction obligatoire et gratuite est encore très nombreux. De fréquentes infractions à la loi scolaire pourraient être relevées; beaucoup d'enfants ne fréquentent l'école que pendant les mois d'hiver, restant l'été chez leurs parents, toujours à court de main-d'œuvre et désireux d'en tirer parti le plus tôt possible pour garder les bêtes et rendre mille petits services qui ne nécessitent pas une grande dépense de force.

Cette situation n'est pas spéciale à l'Indre, elle est générale; le ministre de l'Instruction publique s'en est ému. Après avoir constaté que ni la commission scolaire, ni la caisse des écoles n'avaient donné les résultats qu'on en attendait, la première faute d'indépendance et la seconde faute d'argent, il a déposé un projet de loi qui charge le juge de paix, averti par l'inspecteur primaire d'accord avec le maire, d'adresser d'abord aux parents une admonestation sans frais. En cas de récidive dans les douze mois qui suivent la pre-

mière infraction, une amende 1 à 5 francs sera infligée. Enfin, après nouvelle récidive une condamnation aux peines de police prévues par le Code pénal sera encourue. Il est pénible de constater que parmi les enfants qui fréquentent l'école plusieurs en sortent qui ne savent qu'à peine écrire leur nom et épèlent péniblement un titre de journal, mais sont incapables d'en lire davantage ¹.

Il est certain que la fréquentation assidue dépend beaucoup de l'instituteur lui-même qui, quand il sait se faire apprécier, attire et retient ses jeunes élèves, et s'il est bien de prendre les mesures nécessaires pour que chacun reçoive le minimum d'instruction indispensable, il ne faut pas oublier surtout que la formation de la jeunesse dépend bien moins de l'instruction qu'elle reçoit que de ceux qui la lui donnent.

Vers dix ou onze ans, ou plus exactement après la première communion, les garçons à la campagne dans l'Indre sont souvent placés comme vachers, puis ils deviennent bricolins ² et laboureurs jusqu'à leur service militaire qui trop souvent sera le terme de leur vie rurale ; fils de petits propriétaires ou de fermiers ils collaborent jusqu'à leur départ pour le régiment aux travaux de leur père qu'ils secondent, mais pour peu qu'ils soient munis du certificat d'études, les parents n'ont que trop tendance à encourager leur désir de quitter la terre. Les travaux agricoles réclament de

1. Nous connaissons entre autres une famille dont les huit enfants sont allés à peu près régulièrement à l'école et dont aucun ne sait lire couramment.

2. Le bricolin est le domestique de ferme dont les attributions sont de tout genre. Il passe d'une besogne à l'autre suivant les besoins du moment.

plus en plus cependant des hommes jeunes, à l'esprit ouvert, acquis aux progrès, à mesure que la culture devient plus scientifique et moins routinière. Les machines ont transformé profondément dans notre département les conditions de l'agriculture ; nous nous proposons d'examiner maintenant quelle influence elles y ont eue sur la main-d'œuvre.

CHAPITRE IV

LES MACHINES AGRICOLES ENVISAGÉES AU POINT DE VUE DE LA MAIN-D'ŒUVRE.

L'emploi généralisé des machines dans l'Indre ne date que de quelques années, mais il s'est tout d'un coup imposé à la routine par sa nécessité même et à la méfiance par l'évidence de sa supériorité. L'élan est donné, le mouvement s'accroît tous les jours et l'agriculture à la veille d'une nouvelle crise redoutable entre toutes, le manque de bras, a pu se ressaisir et prendre un nouvel essor.

On a distingué parmi les machines celles qui ont amené le chômage ¹, la machine à battre, par exemple, d'autres qui, au contraire, ont été introduites à la suite de la diminution du nombre des ouvriers, certaines autres enfin qui n'ont eu aucune action sur la main-d'œuvre. Ce point de vue ne nous semble pas juste si on l'applique à notre département.

Nous avons cherché à montrer dans le précédent chapitre que, pour ce qui est des ouvriers de l'Indre

1. Chevalier, *Economiste français*, du 15 juin 1901.

tout au moins, les seuls que nous ayons à considérer, il n'y avait pour ainsi dire pas de chômage.

Nous ne croyons pas que « quelque utile et indispensable que soit la batteuse, son emploi étendu ait exercé une funeste influence sur la condition des travailleurs agricoles. Le battage au fléau était autrefois l'occupation principale des travailleurs agricoles pendant l'hiver '... »

Si on battait jadis au fléau pendant l'hiver, on bat maintenant encore dans une notable partie du département pendant l'hiver bien qu'on ait partout des batteuses perfectionnées ; c'est pour les travailleurs de ces régions une source assurée de travail et un moyen de gagner des salaires qu'ils n'avaient pas l'habitude de voir monter à ce taux pendant cette époque de l'année ². Si on considère que ces battages d'hiver se font surtout dans la partie de l'Indre qui est dépourvue de bois, c'est-à-dire la moins favorisée pour les travaux d'hiver, on reconnaîtra sans peine que la batteuse elle-même, tout au moins dans la région que nous envisageons, ne peut être considérée comme une cause de chômage. L'abondance de la récolte en céréales dans les grandes fermes de Champagne n'en permet pas le battage immédiat, même à la vapeur ; on se contente de réaliser les menus grains pour la volaille, de l'avoine pour les chevaux et les labours sont repris en vue de la récolte prochaine. Les gerbes de blé entassées en meules attendent et, par les journées d'hiver où la terre ne

1. Vandervelde, *Exode rural*, p. 108.

2. Voir chap.6.

réclame plus le travail du laboureur, la vieille récolte est battue et serrée tandis que pousse la nouvelle, espoir de l'été suivant.

Le retour à la pratique du fléau qu'on semble parfois regretter serait à coup sûr, s'il était possible, la ruine du propriétaire et il n'enrichirait pas l'ouvrier qui, s'il bat moins longtemps, gagne plus cher et qui trouve ensuite à s'occuper à d'autres travaux.

Quant aux autres machines elles n'ont été achetées en très grand nombre que du jour où la culture sans elles était devenue impossible. La main-d'œuvre qui recevait, en été, le renfort d'ouvriers étrangers au département, était devenue assez rare pour tenir aux agriculteurs la dragée haute et demander des prix qu'ils ne pouvaient malheureusement pas donner. Tandis que la main-d'œuvre diminuait et devenait plus exigeante, les rendements augmentaient et on pouvait envisager le jour prochain où on ne pourrait plus serrer sa récolte, même en faisant des frais qui en auraient absorbé tout le bénéfice. Alors, tout le monde, en Champagne d'abord, il y a dix ans environ, comprit où était le salut et se mit à acheter des faucheuses et des moissonneuses qui, presque toutes, sont lieuses en même temps. Nombreux sont aujourd'hui les domaines des environs de Vatan et d'Issoudun qui ont deux et même trois lieuses et qui ne pourraient actuellement pas plus s'en passer que de charrues. C'est que, d'abord, la nature du terrain et la configuration du sol se prêtent merveilleusement à leur emploi et aussi que l'économie réalisée est énorme. Une moisson qui, à bras d'homme, pour un

domaine de 200 hectares, faisant 100 hectares en céréales, coûtait 3.000 francs, ne coûte plus, dès la première année de l'achat de la machine, que 1.700 à 1.800 francs; on regagne donc largement dès la première année la somme déboursée pour l'achat de la machine qui reste toute prête à fonctionner l'année suivante. Chaque machine qui moissonne chaque jour de 4 hectares à 4 hectares et demi fait l'ouvrage de huit ouvriers et supprime en même temps l'embarras et la dépense de les nourrir.

Qu'allait faire le moyen propriétaire qui n'avait pas une assez grande étendue de terrain pour acheter une machine et qui avait cependant besoin d'aide pour rentrer sa moisson? Il commence à trouver à louer à un entrepreneur la machine et l'attelage qui lui coupent et lui lient sa récolte à raison de 20 à 22 francs l'hectare. Cette industrie de location de machines ne pourra qu'aller en augmentant; le moyen propriétaire ne peut rester seul à souffrir d'une excessive cherté de la main-d'œuvre faute de pouvoir, vis-à-vis de prétentions inacceptables, acheter du jour au lendemain une moissonneuse¹, car il ne faut pas croire que l'achat de machines par tous les fermiers ou métayers des grands domaines ait porté un coup sérieux à la main-d'œuvre. Dans notre département cette révolution dans la technique agricole a eu comme première conséquence, de faire disparaître presque complètement les tâcherons qui, avec des équipes d'ouvriers recrutés en dehors du

1. Des petits et moyens propriétaires ont dû payer jusqu'à 10 francs le journalier indispensable qui les aidait à rentrer leur moisson.

département, entreprenaient à forfait une moisson. Mais les ouvriers du pays qui restent trouvent encore sans peine de l'ouvrage à des prix qui, sans atteindre le taux excessif auquel ils étaient arrivés, n'en sont pas moins encore assez élevés. Les surfaces emblavées, en effet, ont partout augmenté, les rendements sont, grâce à l'emploi des engrais, beaucoup plus considérables et, malgré l'emploi des machines, la main-d'œuvre joue encore un rôle très important et qui semble devoir rester toujours prépondérant en agriculture malgré les efforts qui continuent, dans le but de la rendre de moins en moins indispensable¹. Ne faisait-on pas, en effet, tout dernièrement encore, l'essai d'un nouveau tombereau qui, à l'aide d'un mécanisme approprié, répand seul le fumier dans les champs.

Quoi qu'il en soit, ce que nous venons de dire ne s'applique guère qu'à la Champagne, immense plaine sans arbres et sans haies, où la machine évolue sans difficulté. Les conditions naturelles sont toutes différentes dans les autres parties de l'Indre où l'emploi des machines est encore aujourd'hui assez restreint.

En Boischaut, le morcellement du sol d'abord, les accidents de terrain ensuite ont jusqu'ici fait reculer les acheteurs mais le mouvement se dessine; on a commencé par acheter des faucheuses qui, elles, fonctionnent parfaitement en terrain accidenté. La récolte du foin ayant été en 1901 d'une extrême abondance, tout le monde a acheté des faucheuses en même temps.

1. Cf. Hitier, *Revue d'Économie Politique*, 1903.

Les moissonneuses commencent à apparaître malgré les obstacles, dans la mesure où se raréfie la main-d'œuvre et où les rendements augmentent. « La machine agricole pénètre seulement là où la rareté de la main-d'œuvre fait d'elle une véritable nécessité¹. » Cette assertion est rigoureusement exacte et reçoit une éclatante démonstration dans notre département et nous aurons à revenir sur ce fait quand nous envisagerons les causes de l'exode et de la rareté de la main-d'œuvre.

Les environs d'Argenton et de La Châtre en achètent beaucoup depuis trois ou quatre ans ; les lieuses plus compliquées sont encore rares, mais on peut prévoir le jour prochain où la machine sera dans cette région aussi, devenue indispensable et le nombre des commandes augmentant sans cesse, on créera peut-être des modèles réduits, plus appropriés au terrain qu'on modifie lui-même dans la mesure du possible. On enlève les arbres sans valeur qui se trouvent au milieu d'un champ et qui gênent l'évolution de la machine ; parfois on réunit, malheureusement trop rarement, deux champs voisins en un seul ; les échanges entre voisins sont, en effet, de pratique trop peu courante et il est regrettable qu'ils ne facilitent pas plus souvent la mise en valeur de terrains souvent grevés, dans ce pays morcelé, de servitudes gênantes.

En Brenne, les difficultés sont d'un autre genre. L'écoulement de l'eau nécessite des rigoles d'égout assez profondes, des planches bombées qui gênent la

1. Souchon, *ibid.*, p. 43.

marche des machines et occasionnent de fréquentes détériorations. De plus, en cas de pluie le terrain compact et lourd arrête le fonctionnement. Malgré tout, en Brenne aussi les moissonneuses ne sont déjà plus une rareté et depuis deux ans surtout le mouvement s'accroît sensiblement. A mesure qu'on les fera plus robustes, que les fossés d'assainissement seront plus nombreux et mieux entretenus, que les drains souterrains seront multipliés, les moissonneuses deviendront d'un usage plus facile.

Nous n'avons mentionné que les moissonneuses, car ce sont elles surtout qui intéressent jusqu'ici le plus directement le journalier agricole. Hostile au début à leur introduction dans la culture parce qu'il croyait voir en elles des concurrentes inexorables, il manifesta même parfois son mécontentement en détériorant les machines laissées dans les champs ; mais l'ouvrier s'est bien vite aperçu qu'il faisait fausse route et qu'il restait assez d'ouvrage pour employer ses bras. Le taux des salaires pendant la moisson a un peu baissé, il est vrai, là où l'usage de la machine est généralisé, mais cette baisse est compensée par une augmentation des salaires des autres époques de l'année.

Outre les moissonneuses, l'emploi dans l'Indre des autres machines agricoles prend un essor rapide. En 1901, la Société d'Agriculture, à l'occasion de la célébration du centième anniversaire de sa fondation, organisa des essais spéciaux de machines employées pour la préparation des terres : charrues à une et à deux raies, scarificateurs et pulvérisateurs, herbes diverses,

labourage à la vapeur. Ainsi les procédés de culture intensive se vulgarisent et en même temps les machines accessoires sont de plus en plus employées. Si quelques-unes économisent aussi la main-d'œuvre, les râpeaux à fourrage ou les coupe-racines par exemple, d'autres ne visent qu'à un perfectionnement du travail manuel et à obtenir un rendement supérieur.

Nous n'avons pas à apprécier ici les avantages cultureux des machines agricoles ; nous n'avons envisagé que leur influence sur la main-d'œuvre et cette influence nous la considérons comme plus heureuse que préjudiciable car l'augmentation du produit net obtenue grâce aux machines, profite directement à l'ouvrier dont il devient possible d'élever le salaire que nous nous proposons maintenant d'examiner.

CHAPITRE V

LE SALAIRE. — SALAIRE EN NATURE. — SALAIRE AU TEMPS ET A LA TACHE. — SALAIRE DES DOMESTIQUES DE FERME ET DES JOURNALIERS. — SALAIRE DES FEMMES.

Le taux du salaire des ouvriers agricoles n'est pas aussi élevé que celui des ouvriers des villes. On a souvent insisté sur ce fait et on a souvent trop rapidement conclu à une infériorité de situation pour le rural ; on y a vu notamment une des principales raisons de l'exode, mais il ne faut pas oublier que la vie d'un ouvrier à la campagne n'est guère comparable à celle d'un ouvrier habitant la ville. Tandis que le premier, si peu qu'il possède quelques arpents de terre, en tire la plus grande partie de sa nourriture, que, faute de mieux, la vente d'un veau, le lait d'une vache, les pommes de terre, les haricots et les châtaignes font vivre tant bien que mal une famille, le second est obligé de tout acheter au marché et, la vie étant plus chère à la ville, les dépenses nécessairement plus fréquentes, il a besoin de plus d'argent pour n'être guère plus heureux.

Tandis que le salaire d'un ouvrier industriel constitue presque toujours tout son revenu, le plus sou-

vent, celui du journalier agricole n'est qu'un appoint.

Cette idée que l'ouvrier vit moins facilement à la campagne qu'à la ville s'est accréditée, et non toujours sans raison, au moment de la crise agricole ; elle a fait son chemin, mais la situation a changé grâce à une série ininterrompue de bonnes années, à l'accession à la propriété d'un nombre toujours plus grand d'ouvriers agricoles à d'autres causes encore que nous retrouverons en cherchant à montrer comment vivent les classes rurales. Il convient d'envisager d'abord le salaire sous ses différentes formes avant de considérer les autres éléments de la vie matérielle à la campagne.

Le salaire peut être payé en argent ou en nature, or il ne reste dans l'Indre que des vestiges de salaire en nature qui sont de plus en plus rares, mais qui, à raison même de leur nature particulière, pourront durer assez longtemps encore.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici ces survivances des anciennes coutumes, ces anachronismes, en un temps où l'argent est devenu la seule forme de rémunération et, plus que jamais, le but de tous les désirs et de tous les efforts.

Signalons d'abord quelques rares communes des environs du Blanc où de petits artisans, peu pressés de travail, participent à la moisson moyennant un certain nombre de décalitres de froment. Ils récoltent ainsi une petite provision de blé sans posséder un pouce de terre. Cette forme de salaire en nature a disparu à peu près complètement, mais d'autres sont assez généralement répandues : Les marchands de bois, dans les

coupes en bloc dont ils sont adjudicataires, abandonnent à leurs ouvriers le bois mort, tandis que l'État dans ses coupes, non seulement ne le leur donne pas, mais interdit encore à ses ouvriers, par peur de vols à son préjudice, de venir avec leur voiture à âne ; de pauvres bûcherons sont ainsi obligés de faire à pied, souvent par un mauvais temps, un trajet parfois de plusieurs kilomètres.

Dans les domaines, les servantes stipulent encore quelquefois, en plus de leur gage, une ou deux paires de bas et la bergère presque toujours une toison ¹.

Pour les domestiques de ferme, il existe parfois outre le gage une charge en nature telle que le raccommodage et le nettoyage d'habits ², mais, en général, chaque domestique mâle se fait raccommoder et blanchir en dehors du domaine ; seules les femmes mettent leur linge à la lessive de famille et elles se raccommodent elles-mêmes ³.

Il existe un autre genre de salaire en nature pratiqué par quelques métayers ou fermiers envers des hommes de journée qu'ils emploient et qui, propriétaires d'un petit champ, n'ont pas les instruments et les bêtes nécessaires pour le labourer : Le fermier ou le métayer et le journalier conviennent que moyennant un certain nombre de journées de celui-ci, celui-là lui labourera son champ avec ses attelages et lui fera des charrois, cette coutume n'est pas exceptionnelle en Boischaut ;

1. Extrait du *Questionnaire sur les usages locaux de l'Indre*.

2. *Questionnaire* d'Ardentes.

3. *Questionnaire* d'Issoudun.

il est à désirer, bien qu'elle n'ait en elle-même rien que de très légitime, qu'elle devienne de plus en plus rare grâce à la prospérité toujours croissante et aux bienfaits du crédit agricole permettant à chaque petit propriétaire d'acquérir, avec l'âne et la charrue indispensables, plus d'indépendance et plus de force de résistance contre une exploitation possible.

Une autre coutume bien moins répandue dans l'Indre que dans le Poitou, par exemple, mais usitée aussi à notre connaissance aux environs de La Châtre, consiste, pendant les battages, à se rendre entre voisins des journées. C'est plutôt alors un échange de services qu'un véritable règlement en nature. Nous ajouterons que ce système de journées prêtées et rendues n'est pas, comme on pourrait le croire, l'occasion de contestations et de brouilles entre voisins, ce qui est tout à l'honneur de nos populations rurales.

Enfin il est une dernière forme de salaire en nature bien plus étroitement liée que toutes les autres aux travaux agricoles ; nous voulons parler de la nourriture du personnel. On a signalé¹ que c'était dans les pays de grande culture, à salaires en argent élevés qu'on le nourrissait le mieux. Cette remarque se vérifie dans l'Indre.

La qualité de la nourriture sur laquelle nous reviendrons, a progressé en même temps que les salaires et d'une façon parallèle. Les domestiques des grandes fermes se montrent du reste d'autant plus exigeants à ce

1. *Enquête décennale de 1892*, p. 406.

sujet qu'ils sont mieux payés ; du reste ils n'ont guère lieu de se plaindre et sont partout sainement et largement nourris. Mais il ne faut pas oublier que cette forme de salaire en nature n'est guère à considérer qu'au sujet du personnel agricole loué à l'année ; elle ne s'applique pas à un grand nombre d'ouvriers : le fermier qui emploie un homme de journée le nourrit, il l'admet à sa table, et on comprend qu'il n'y ait pas dans ce cas matière à contestation pour la qualité ou l'abondance de la nourriture. Tout autre est le cas d'un propriétaire employant directement pour son compte des journaliers parfois assez nombreux ; il se crée en les nourrissant une sérieuse complication, se heurte à des réclamations inévitables. Il y aurait avantage pour l'ouvrier non nourri, l'hiver, et peu de frais et de dérangement pour l'employeur, si celui-ci facilitait à ses journaliers les moyens de tremper une soupe chaude ; on ne saurait le blâmer de ne pas assumer entièrement une charge que ne compenserait aucun supplément de travail.

Les ouvriers bûcherons qui, l'hiver, sont employés au bois à la tâche ne sont jamais nourris et, eux-mêmes, se nourrissent assez mal.

Le salaire d'un journalier non nourri est majoré de 0 fr. 50 ou 0 fr. 75 pour les femmes toute l'année et quelquefois pour les hommes en hiver ; il l'est de 1 franc à 1 fr. 20 pour les hommes en été, ou tout au moins pendant les grands travaux. Du reste, ces chiffres de 0 fr. 50 et 0 fr. 75 qui sont évidemment des chiffres minimum ne sont encore maintenus que par la force

de l'habitude, mais on peut les considérer comme de plus en plus en dessous de l'actuelle réalité.

Nous avons épuisé, ou peu s'en faut, les survivances du salaire en nature, nous nous proposons d'examiner maintenant les gages annuels du personnel d'une ferme de Champagne, qui sont les plus élevés de l'Indre.

Dans le *Bulletin de l'Agriculture de l'Indre* d'août 1889, on estimait que les salaires des ouvriers agricoles et des domestiques de ferme qui s'étaient élevés progressivement jusqu'en 1882 avaient diminué depuis cette époque dans la proportion de 15 à 30 0/0 et un journal local de la même époque signalait que : « Les domestiques de l'un et l'autre sexe se placent difficilement et à des prix inférieurs à ceux de l'année dernière. La dégringolade date de plusieurs années et ne fait que s'accroître d'une louée à l'autre ¹. » Le travail plus rare était moins rémunéré, mais depuis, les gages non seulement sont remontés au taux d'avant la crise, mais encore ils l'ont dépassé et cette tendance progressive à la hausse n'a pas encore fléchi jusqu'ici. En 1895, les prix se relevèrent sensiblement, de 30 francs à 40 francs environ sur ceux de l'année précédente ². Depuis, la progression continue, plus ou moins sensible, suivant la catégorie d'ouvriers.

En tête viennent les « premiers » laboureurs et les « maîtres » bergers qui, en plus de leur travail, ont une certaine responsabilité et la direction des autres laboureurs ou bergers ; ils gagnent de gros gages qui

1. *Réveil de l'Indre*, 30 octobre 1888.

2. *Journal du Département de l'Indre*, juin 1895.

vont pour les premiers jusqu'à 800 francs ; mais ils sont peu nombreux et voici quels sont les gages moyens des autres :

Un laboureur	gagne	de 500 à 600 fr.
Un bricolin	—	de 400 à 500 »
Une servante	—	de 300 à 350 »

et même 400 francs s'il s'agit d'une cuisinière dans une grande ferme. Enfin les petits bergers et bricolins de 14 à 15 ans gagnent de 180 francs à 210 francs. Ce personnel qui est nourri reçoit à titre de gratification sous le nom d'épingles 5 francs ou 10 francs au moment où se conclut le marché.

Une première constatation s'impose, c'est que les gages qui ont proportionnellement le plus augmenté sont ceux des enfants et des femmes. Tandis que celui d'un petit berger a doublé au moins, celui d'une servante a augmenté de près d'un tiers. L'augmentation absolue est de 150 francs environ pour chaque catégorie depuis une douzaine d'années.

La seconde, c'est qu'il y a lieu de tenir compte dans l'augmentation du salaire de l'amélioration apportée dans l'alimentation des ouvriers agricoles ; il y a de ce chef, sous forme de salaire en nature, un supplément qui n'a pas nui au taux du salaire en argent et dont le personnel à l'année profite gratuitement. Quoi qu'il en soit cette catégorie d'ouvriers ruraux à l'année qui est la mieux payée, la mieux nourrie, à qui l'ouvrage ne manque jamais, est aussi celle qui fait le moins d'économies, qui est la moins satisfaite de son sort et dont la mentalité

se modifie le plus rapidement. Réclamer des salaires toujours plus élevés, n'est que la légitime manifestation du désir qu'a chaque homme qui travaille, d'augmenter sa situation ; qui pourrait lui en faire grief ! Et d'ailleurs, l'employeur ne regrette pas les augmentations de salaire qu'il peut consentir ; il ne se plaint que de la mauvaise volonté de ses subordonnés, du peu de goût qu'ils apportent à l'ouvrage, de leur trop fréquente mauvaise foi dans l'observance des conventions conclues. Les rapports quotidiens entre propriétaires ou fermiers et leurs domestiques deviennent malheureusement assez tendus ; les ordres les plus simples, parfois timidement donnés, sont trop souvent mal reçus et fréquemment contestés. A la moindre observation, le domestique de ferme boucle son sac, enfourche sa bicyclette et va se louer ailleurs. Il est des moments de l'année où il est particulièrement avantageux pour un domestique agricole de quitter une ferme où il s'était loué pour huit mois et d'entrer dans une autre. S'il quitte la ferme, par exemple à la fin du mois de février, il trouvera à se louer plus cher pour les quatre mois suivants qu'il n'aurait été payé pour ce même temps dans la ferme où il avait accepté de travailler pour un prix à forfait pendant huit mois consécutifs. De son côté, le colon ne pourra, à cette époque de l'année, remplacer ce domestique qui le quitte que moyennant un prix supérieur à celui qu'il aurait payé. Les domestiques de ferme abusent trop souvent de ce procédé peu loyal et les juges de paix ont fréquemment des contestations à trancher de ce chef et qu'ils ne savent souvent pas comment résoudre.

Dans un *Questionnaire*, adressé par une commission spéciale instituée par arrêté préfectoral du 22 novembre 1895 « à tous ceux qu'intéresse la connaissance des usages locaux », on avait posé à ce sujet la question suivante :

« Le domestique peut-il quitter le maître sans motifs graves ? En cas de négative quelle indemnité le maître est-il autorisé à retenir sur les gages ou à faire payer par le domestique ? Et le maître est-il fondé à retarder le paiement des gages jusqu'à l'expiration du louage ? »

Voici ce qu'avait répondu le juge de paix de Châteauroux : « La demande en ce qui concerne l'indemnité due au maître par le domestique, rompant son marché par calcul ou toute autre cause, n'est pas résolue dans notre contrée. Elle pourrait être tranchée avantageusement par les deux parties en attribuant à chaque mois de l'année un tant pour cent qui serait en rapport avec l'importance des travaux à exécuter pendant le cours de chacun d'eux.

» Le tableau ci-dessous que nous proposons de prendre comme règle générale à appliquer dans notre département a été établi en prenant pour base les différents salaires payés dans la contrée aux journaliers et aux faucheurs de moisson. La valeur du salaire peut changer suivant les contrées, mais celle des travaux restant la même partout, il nous semble que la règle proposée pourrait être appliquée au département entier sans craindre de léser les intérêts opposés qu'elle est destinée à sauvegarder. »

24 juin,	24 juillet,	18	0/0 du gage annuel.
24 juillet,	24 août,	13,35	0/0
24 août,	24 septembre,	8	0/0
24 septembre,	24 octobre,	6,97	0/0
24 octobre,	24 novembre,	5,82	0/0
24 novembre,	24 décembre,	5,52	0/0
24 décembre,	24 janvier,	5,52	0/0
24 janvier,	24 février,	5,82	0/0
24 février,	24 mars,	6,87	0/0
24 mars,	24 avril,	6,87	0/0
24 avril,	24 mai,	8	0/0
24 mai,	24 juin,	9,26	0/0
Total....		100	

Il convient d'ajouter que le maître a la charge de prouver que son domestique est parti sans motif et qu'il lui est rarement possible de faire cette preuve ; il en est le plus souvent pour ses frais.

Le prix du gage pour les quatre mois, compris entre le 24 juin et la Toussaint, est considéré comme à peu près équivalent à celui des huit autres mois dans de nombreuses communes du département et en particulier dans la Champagne, de sorte que si le maître congédie le premier novembre un domestique loué à la fin de juin à l'année, il lui doit la moitié de son gage à moins de motifs graves.

Les domestiques de ferme refusent le plus souvent de se louer à l'année et même, quand ils restent dans le même domaine, ne veulent traiter avec le colon qu'aux assemblées spéciales qui se tiennent à la fin de juin et à la fin d'octobre et qui sont connues sous le nom de foires aux valets. Ceux-ci les appellent plutôt

assemblées d'accueilage et cette façon de se louer en deux fois est consacrée par la coutume qui accorde de droit deux assemblées aux domestiques qui restent chez leurs anciens maîtres : celle de la Saint-Jean et celle de la Toussaint ¹.

Le jeune homme qui cherche une place de laboureur ou de bricolin se rend vers huit heures sur la place où déjà la veille se sont installés les boutiques ambulantes, ménageries rugissantes, tirs, chevaux de bois, bazars, ramées enfin, où l'on boit, mange et où l'on danse le soir. Il arbore à son chapeau, non plus la traditionnelle feuille de chêne, mais une feuille pliée de papier à cigarettes, nouveau symbole, et attend les propositions qui, en général, ne se font pas attendre. La discussion est parfois longue, les réticences nombreuses, enfin on tombe d'accord et les épingles données scellent le marché. Tout se passe oralement, aucune garantie n'est exigée de part et d'autre ; on s'engage la plupart du temps sans se connaître.

Les doléances des employeurs déplorant cet état de choses se sont souvent fait entendre. En 1885 le calendrier du métayage dans l'Indre rappelait l'idée d'un livret obligatoire permettant au loueur de connaître celui qu'il embauche. La loi qui interdit de mentionner sur ces sortes de livrets les appréciations défavorables a rendu tout contrôle par ce moyen impossible.

Si les gages des domestiques de ferme ont augmenté, en est-il de même pour les salaires des journaliers plus

1. *Questionnaires sur les usages locaux de l'Indre.*

ou moins propriétaires et vivant chez eux, libres de ne travailler pour autrui que quand ils le veulent ? Nous examinerons d'abord la question que nous avons réservée du travail ou plutôt du salaire au temps et à la tâche. Au point de vue des avantages que l'une ou l'autre des deux formes peut présenter en agriculture, nous ne saurions insister sans répéter ce que d'autres bien plus autorisés ont dit avant nous.

Ce qui importe ici, c'est d'en signaler les manifestations dans la région qui nous occupe et d'en noter les conséquences pour l'ouvrier au point de vue du salaire.

On a remarqué que le travail à la tâche se substituait de plus en plus au travail au temps dans les pays de culture avancée. L'Indre ne semble guère avoir subi cette loi malgré les très grands progrès agricoles des dernières années et cela tient sans doute en partie au tempérament de l'ouvrier berrichon qui aime avant tout à prendre son temps. Il se fait en été très peu de travaux à la tâche ; avant la grande diffusion des machines, des tâcherons, souvent étrangers au département, entreprenaient la moisson dans trois ou quatre domaines avec des équipes pour faucher et lier la récolte, le colon avec son personnel habituel n'avait plus qu'à la serrer. La moissonneuse a fait disparaître à peu près complètement ce genre de travail. Les tâcherons qui étaient payés à forfait de 20 à 25 francs l'hectare, étaient deux en général par équipe fauchant l'un en tête, l'autre en queue de la colonne ; les ouvriers ainsi encadrés suivaient le mouvement, travaillant de 4 heures du matin à 8 heures du soir, se reposant 2 heures au

moment le plus chaud du jour et pendant le temps des deux repas, fournissant 12 ou 13 heures d'un très dur travail.

Actuellement, les travaux à la tâche sont presque tous des travaux d'hiver et, sauf les travaux au bois, ont le plus souvent le caractère d'amélioration foncière : fossés à creuser ou à curer, pierres à extraire, chemins à réparer, etc.

Quelques propriétaires faisant valoir directement généralisent le système du travail à la tâche et s'en montrent satisfaits ; leur travail se fait plus vite, les ouvriers qu'ils emploient, défiants au début, s'habituent à cette façon de travailler et, gagnant un peu plus, y trouvent leur avantage. On peut évaluer à 0 fr. 50 le supplément quotidien moyen acquis de ce chef à l'ouvrier.

Quoiqu'il en soit, il faut bien reconnaître que les ouvriers agricoles employés à la tâche sont l'exception dans l'Indre ; seuls du reste les bons ouvriers, les plus actifs et les plus travailleurs préfèrent cette façon de travailler. Les autres, considérant que le salaire augmente tandis que la durée du travail diminue, préfèrent le système de la journée et travailler un peu moins, quitte à moins gagner.

Il se peut que le procédé du travail à la tâche soit plus employé un jour dans notre département, mais il semble peu probable qu'il prenne le pas de longtemps sur celui du travail à la journée, dans une contrée surtout où le faire-valoir direct est si rare. Chaque fois en effet que le métayer ou le fermier travaille avec ses journaliers, ce qui a lieu dans la plupart des exploi-

tations, il n'y a guère d'avantage à recourir au système de la tâche ; l'employeur fait rendre à son employé un travail suffisant et du reste un certain nombre de travaux agricoles ne se prêtent en aucun cas par leur nature au travail à la tâche. Tout en ne lésant pas le travailleur, il est surtout avantageux au propriétaire qui, ne pouvant toujours être avec ses ouvriers, est souvent lésé, ceux-ci en faisant le moins qu'ils peuvent ; il arrive que le travail de trois journées ainsi faites ne vaut pas celui que fait un bon travailleur à la tâche en un jour.

Sans doute le système de la tâche ne supprime pas absolument la surveillance et se prête à des malfaçons ; sans doute il est aussi plus compliqué, les prix variant avec le genre de travail ou la nature du sol et d'autres circonstances encore, mais il favorise le bon ouvrier, constituant une prime à l'habileté et un encouragement qu'il serait regrettable d'abandonner.

Pour le travail au bois qui est la grande occupation en hiver, le travail à la tâche est partout en usage.

Un bon ouvrier gagne aisément 2 francs par jour, souvent davantage, jamais moins, sauf en cas de mauvais temps ; ainsi le cent de fagots est payé 3 francs et un bon ouvrier peut en faire un cent dans sa journée.

La corde de charbonnette (bois destiné à faire du charbon) est payée 2 francs et celle de grand bois 2 fr. 50. Or les bûcherons font les deux en même temps et s'ils mettent deux jours pour faire les deux

cordes, ce qui est un temps largement calculé, on voit que leur salaire est alors de 2 fr. 25 par jour. Ces travaux durent depuis le 15 novembre jusqu'à la fin de février. Le bûcheron retourne en mars à son champ et revient au bois en avril pour l'écorçage ; il peut alors gagner des salaires qui varient de 3 fr. 50 à 5 francs et parfois plus quand le temps est favorable, c'est-à-dire quand la sève monte et que l'écorce se détache facilement d'un seul morceau.

Ce taux moyen de 2 francs par jour gagné par les ouvriers bûcherons en hiver tend aussi à être presque partout le taux minimum pour l'ouvrier à la journée et il n'est pas superflu de constater que tandis que des départements voisins comme le Cher et la Nièvre étaient troublés par de violentes grèves de bûcherons¹ et que de nombreux et actifs syndicats se constituaient, l'Indre n'a pas eu jusqu'ici une seule grève sérieuse et que ses deux syndicats de Niherne et du Poinçonnet témoignent d'une faible vitalité.

Il y a encore dans notre département des salaires d'hiver à la journée de 1 fr. 50, notamment en Bois-chaut² et en Brenne aussi, mais ils deviennent de plus en plus l'exception pour l'ensemble du département et il faut bien reconnaître que c'est, sans aucun doute, un salaire insuffisant pour un ouvrier non nourri qui a une famille à faire vivre.

C'est à cause de ces bas salaires d'hiver qu'on a pu dire, non parfois sans raison, que l'élévation des sa-

1. Cf. : Roblin, bûcherons du Cher et de la Nièvre, leurs syndicats, *Thèse*.

2. Environs de La Châtre.

laïres payés pendant la bonne saison ne suffisait pas, lorsque l'ouvrier n'avait pas d'autres moyens d'existence, à compenser l'insuffisance de ses ressources pendant la mauvaise ; ce serait moins exact de le dire aujourd'hui ou presque partout, et presque pour tous, dans notre département l'aisance règne à la campagne.

Il n'en est pas moins vrai, que s'il n'y a que véritablement fort peu de chômage dans l'Indre, la vie de l'ouvrier non propriétaire, sans autre ressource que ses deux bras, n'y est pas toujours facile ; il est à la merci d'une maladie ou de tout autre événement imprévu.

L'ouvrier agricole même non propriétaire, ce qui est la situation la plus défavorable, peut cependant arriver à joindre les deux bouts, et même à avoir quelques économies à la fin de l'année. Considérons un ménage des environs de La Châtre, composé du père, de la mère et de trois enfants de 3 à 12 ans. On peut approximativement établir comme il suit son budget :

RECETTES.

Deux porcs	{	vendus 100 francs pièce.....	{	
		achetés 20 francs.....		
ou une portée de 8 porcelets vendus 20 francs				160 fr. ¹
pièce.....				
Agneaux, chevreau.....				40 »
		<i>A reporter.</i>		200 »

1. Ce n'est pas un revenu net, si on songe que les journées employées par l'homme à la culture par moitié des pommes de terre nécessaires à l'engraissement de ses porcs ne sont pas comptées.

<i>Report.</i>	200 fr.
1 ânon.....	30 »
Volailles et œufs.....	50 »
Journées de la femme (nourrie), lessives et journées agricoles.....	60 »
Journées du mari.....	700 »
Total.....	1.040 »

DÉPENSES.

Nourriture ¹	600 fr.
Chauffage (2 cordes de bois).....	50 »
Éclairage (0 fr. 50 par semaine).....	25 »
Loyer.....	120 »
Impôts.....	10 »
Vêtements.....	120 »
Total.....	925 »

Le boni qui est de 115 francs peut être supérieur quand les cours du bétail s'élèvent ou quand la récolte très abondante de pommes de terre permet l'engraissement d'un plus grand nombre de bêtes.

En revanche, une mauvaise récolte, une mévente du bétail, une maladie bouleversent l'équilibre d'un semblable budget qui n'est que théorique et dont les chiffres n'ont qu'une valeur indicative parce que trop de circonstances particulières les peuvent modifier.

1. La nourriture du père n'est comptée que pendant 120 jours par an où il travaille pour son compte ou chôme, celle de la mère pendant 350 jours (déduction faite des jours où elle est nourrie au dehors); enfin on considère que les trois enfants comptent pour deux grandes personnes.

Soit 1.200 jours à 0 fr. 50.

Aussi rien ne doit-il être négligé pour faciliter aux ouvriers ruraux l'accession à la propriété, qui, si peu étendue qu'elle soit, leur est indispensable pour assurer leur existence et de plus, il faut tout mettre en œuvre pour arriver à une élévation du bénéfice net en agriculture par une mise en valeur plus intelligente, permettant de mieux rémunérer la main-d'œuvre.

Voici, suivant les époques de l'année, les prix moyens payés dans l'Indre aux ouvriers employés à la journée :

Novembre ..	25 jours à 2 fr. = 50	Mai.....	26 jours à 3 fr. = 78
Décembre...	25 — 2 fr. = 50	Juin.....	25 — 4 fr. = 100
Janvier	27 — 2 fr. = 54	Juillet.....	27 — 4 fr. = 108
Février	24 — 2 fr. = 48	Août.....	27 — 4 fr. = 108
Mars.....	26 — 3 fr. = 78	Septembre.	25 — 3 fr. = 75
Avril	25 — 3 fr. = 75	Octobre....	25 — 3 fr. = 75
899			

Le salaire annuel moyen d'un journalier serait d'après notre évaluation (nous croyons rester plutôt en dessous de la réalité) environ de 900 francs pour 300 jours de travail. Son salaire quotidien moyen qui varie suivant les régions et les individus est d'environ 3 francs ; on peut ajouter pour un grand nombre d'entre eux 50 francs de majoration de salaire pour les travaux de moisson pendant lesquels ils sont en plus nourris.

On ne peut donner à ces chiffres, nous le répétons, qu'une valeur approximative puisqu'il s'agit des ouvriers de tout un département et que dans telle région encore, les journaliers ne sont payés que 1 fr. 50 de fin novembre au début de mars¹, tandis que dans une autre où les battages se font en grande partie l'hiver,

1. Environs de La Châtre, Buzançais.

en Champagne par exemple, le prix de la journée d'hiver atteint 3 francs.

On pourrait sans fantaisie indiquer des chiffres assez différents et montrer que tel journalier des environs de La Châtre ne gagne que 700 francs tandis que tel autre des environs de Châteauroux en gagne plus de 1.000 francs. Mais il en est de même entre ouvriers d'une même industrie et il faut sur ce terrain s'en tenir à des moyennes.

De toutes les observations que nous avons pu recueillir, nous pouvons conclure que le salaire du journalier agricole a augmenté de l'ensemble à peu près dans la même proportion que celui des domestiques agricoles à l'année c'est-à-dire, d'une façon absolue, au moins d'environ 150 francs par an.

Nous avons vu que le gage d'une femme qui se loue à l'année s'était accru dans une notable proportion ; le salaire d'une femme de journée a augmenté aussi et, de 1 franc, s'est élevé à 1 fr. 50¹. La femme est en outre nourrie en général si elle est employée seule ou avec une autre à des travaux domestiques. Non nourrie son salaire est de 2 fr. 25.

En automne, pour les vendanges, les femmes sont payées 1 fr. 50 et ne sont pas nourries. C'est un des rares travaux agricoles qui ait conservé pour elles de l'attrait et qu'elles fassent avec plaisir.

La grande source de revenus des femmes dans l'In-

1. Aux environs de La Châtre on trouve encore des salaires de 1 franc payés à des femmes qui viennent faire une lessive. Ces salaires sont l'exception dans le département.

dre c'est la confection qui, nous l'avons vu, a pénétré (sauf au sud, à cause des conditions de la culture et des soins du bétail et un peu en Brenne, à cause des communications pas toujours faciles et de la population moins dense) dans les plus petits villages.

Le salaire des ouvrières dépend de leur habileté professionnelle, du genre de travail qu'elles font, enfin du plus ou moins d'occupations qui les absorbent en dehors de leur travail de confection.

La lingerie pour femmes est donnée aux meilleures ouvrières et payée presque le double de la lingerie pour hommes.

Les travaux de finissage à la main d'articles meilleurs que ceux qui sont piqués à la machine rapportent cependant moins aux ouvrières.

Voici les prix moyens qu'on peut indiquer et que nous avons pris aux meilleures sources.

Tandis qu'une bonne ouvrière d'atelier peut gagner de 50 à 70 francs par mois, une ouvrière à domicile, travaillant à la main et ne faisant pas autre chose, gagne jusqu'à 25 et 30 francs. Une ouvrière de la campagne souvent dérangée ne gagnera guère par contre que 0 fr. 60 par jour, de 15 à 20 francs par mois et même quelques sous seulement par jour, 7 à 8 francs par mois si c'est une bergère faisant de la confection pour hommes.

Le salaire de 15 à 20 francs est donc le plus général pour les femmes de petits propriétaires ou non qui, tout en surveillant leur vache et leur chèvre, tirent l'aiguille une grande partie du jour. Si elles ont une

filles qui possèdent une machine, leurs salaires réunis peuvent atteindre 70 francs. La mère vaquant aux soins du ménage et du bétail, tandis que la fille se consacre exclusivement aux travaux de confection négligeant beaucoup trop assurément son apprentissage de bonne ménagère.

CHAPITRE VI

SITUATION GÉNÉRALE. — ECONOMIES, TRAVAUX A MOITIÉ
ET CHEPTTEL D'ANIMAUX, VÊTEMENT, NOURRITURE, HABITATION ET HYGIÈNE.

Si le salaire est un des éléments les plus importants à connaître pour pouvoir se rendre compte de la situation des ouvriers ruraux, il n'en est pas moins insuffisant pour apprécier ce qu'elle est dans son ensemble. Nous nous proposons maintenant de chercher à nous rendre compte de ce qu'est la vie matérielle des ouvriers agricoles. Ce n'est pas sans une grande satisfaction que nous pouvons affirmer que depuis les années qui ont suivi la dure période de crise agricole, elle s'est très sensiblement et sans interruption améliorée dans tout notre département. Le vêtement, la nourriture surtout et aussi, mais plus lentement, les conditions de logement et d'hygiène se sont transformés, l'aisance est générale et cela tient à un ensemble de causes dont les plus immédiates sont purement agricoles, en particulier aux meilleures méthodes de culture et aux profits élevés de vente de bestiaux.

La facilité croissante des communications a transformé les conditions de la vie à la campagne. Les pe-

tits chemins de fer à voie étroite ont rapproché des centres des régions qui vivaient d'une vie locale bornée et stationnaire et dont les habitants se sont extériorisés. Le campagnard, les membres de sa famille plus aisés, regardent moins qu'autrefois à dépenser quarante ou cent sous pour passer une journée en dehors de chez eux, se rendre à une assemblée ou au mariage d'un parent. Grâce au réseau de routes toujours étendu, les débouchés ont été énormément facilités et la fermière a pu réaliser des augmentations de bénéfices souvent assez considérables en beurre, œufs, volailles dont la consommation et le prix augmentent sans cesse sur le marché et dont le profit suffit parfois à lui seul aux dépenses courantes de la maison.

La plupart des ouvriers ruraux sont propriétaires de leur demeure, la terre se vend bien dans tout l'ensemble du département et il y a de l'argent dans les campagnes. Si une catégorie d'ouvriers agricoles, les domestiques de ferme, ne fait que peu d'économies, il n'est guère de petit propriétaire qui n'en fasse et qui n'augmente petit à petit son bien. Il n'est pas rare que l'acheteur rural apporte chez le notaire les cinq ou six mille francs, parfois plus, qui dormaient dans le sable d'un cellier sous une barrique de vin du pays, et qu'il paie comptant toute la somme en bons louis d'or encore ternis de la terre qui les gardait fidèlement. Ne nous disait-on pas à Vatan que des chefs de famille quand tous les leurs avaient leur livret de caisse d'épargne au complet prenaient imprudemment, faute de trouver un placement à leur convenance, un nouveau

livret à leur compte, mais au nom du fils d'un voisin moins fortuné.

Nombre de fermiers, en Champagne surtout, s'enrichissent et, tout en criant famine, font parfois plus d'économies que leur propriétaire. Presque tous les cultivateurs, depuis ceux que leur terre suffit à faire vivre largement, jusqu'à ceux qui ne possèdent que leur maison et un petit jardin ou qui n'ont que leurs deux bras pour travailler, gagnent de l'argent ou joignent les deux bouts grâce à leur travail, à leur économie, à leur ingéniosité à se créer des ressources. Il y a peu d'indigents. Dans la plupart des communes, des ateliers de charité donnent l'hiver de l'ouvrage, des secours en nature sont distribués.

Nombreux sont ceux qui savent demander à la terre le moyen de réaliser de petits profits et qui, camelots campagnards, sont, suivant la saison, vendeurs de muguet, de champignons, de cresson ou preneurs d'alouettes et pêcheurs.

Il y a dans nos campagnes entre habitants d'un même village une solidarité très efficace et très touchante ; on se connaît et on s'entr'aide plus qu'à la ville, les pauvres sont moins malheureux. Les échanges de service revêtent toutes sortes de formes ingénieuses et fécondes ; l'un prête sa charrue et l'autre son âne. Tel qui n'a pas de terre s'arrange avec un fermier voisin ou un petit propriétaire qui arrive difficilement à cultiver ; il plante des pommes de terre « à moitié », fournissant la moitié de la semence et les « façons » pour avoir droit à sa part de la récolte. Il trouve ainsi

moyen, sans avoir un pouce de terre, d'avoir sa provision de légumes et de nourrir le porc qui lui fournira le lard et le salé. Il aura en outre engraisé les porcs achetés à 2 mois, 15, 25 et même 30 francs et revendus à un an pesant 100, 125 et 150 kilogs au prix de 80, 100 et actuellement même 120 francs les 100 kilogs.

C'est là le plus grand élément de profit des ménages de journaliers agricoles.

Tel autre, voisin d'un pré éloigné du domaine dont il fait partie, le fauche et bénéficie pour sa peine du regain et du droit de pacage pour ses animaux.

Il est une autre combinaison moins fréquente mais qui était il y a une quinzaine d'années encore très répandue dans tout le département ; c'est ce qu'on appelle la mise en cheptel. Le propriétaire fournit une vache estimée lors de la livraison. Le preneur la loge, la nourrit, le fumier lui appartient, le prix des veaux se partage. Le preneur donne parfois un ou deux kilogs de beurre, mais jamais d'argent. Quand le propriétaire retire sa vache on l'estime et le bénéfice ou la perte se partage par moitié. Comme il n'y a jamais d'acte pour ces contrats, la durée en est fixée à un an. La combinaison pouvait être avantageuse pour le preneur si la vache ne mourait pas et donnait un produit, car la perte qu'il subissait en cas de mort de la bête grevait lourdement son budget, l'endettait et aggravait sa situation ; elle était, au contraire, toujours fructueuse pour le propriétaire qui faisait un placement à gros intérêts et se déchargeait de tout souci et de tout embarras pour l'entretien des animaux qu'il n'avait pas

à loger. Une même personne a pu avoir jusqu'à 150 et 200 vaches en cheptel. L'opération qui attire peu de considération sur celui qui la pratique devient de plus en plus rare à mesure que l'aisance augmente. Le cas de brebis mises en cheptel est plus rare ; la moitié de la tonte alors et la moitié du bénéfice ou de la perte se partagent à la vente des brebis.

Si on considère comment on s'habille à la campagne on remarque que le vêtement s'est modifié partout sinon en qualité, du moins quant à la forme. Les hommes portent de moins en moins la blouse qu'ils remplacent par le veston de confection moins chaud et, à coup sûr, moins pittoresque. La blouse qui a l'avantage de pouvoir se porter sur le veston est de plus en plus le vêtement du seul marchand de bestiaux qui lui est resté fidèle. La coiffure est en général un chapeau mou à larges bords ou une casquette que les jeunes gens préfèrent et qu'ils portent sur l'oreille, mais c'est surtout chez les femmes que la transformation du costume est sensible. Le bonnet recule devant le chapeau ; les sabots, au moins le dimanche, sont remplacés par des souliers et la cape, manteau d'hiver et de deuil en toute saison, fait place à un manteau moins chaud mais d'allure plus citadine.

C'est par la toilette surtout qu'on suit à la campagne les manifestations de ce désir de paraître qui n'est pas le travers exclusif des classes urbaines. La diffusion des travaux de couture en multipliant les rapports entre le personnel des ateliers et les habitantes des villages a hâté le mouvement. Les vitrines des magasins

de confections sont, à cet égard, d'un intérêt suggestif. Il y a pour la fourrure, les plumes, la ganterie, la cor-donnerie toute une nouvelle clientèle rurale qui aug-mente sans cesse.

Il serait puéril autant qu'inutile de regretter une transformation extérieure que rien n'empêchera et qui a ses avantages aussi ; mais on peut déplorer au moins qu'en même temps que la population féminine de nos compagnes accorde plus de soins à la coquetterie et à la toilette, elle perde davantage le goût de la vie aux champs et des travaux de l'agriculture qui ne peuvent cependant se passer de son aide indispensable ¹.

Il est une autre transformation dans la vie rurale qui mérite davantage de retenir notre attention et pour laquelle on saurait cette fois faire de réserves ; c'est l'amélioration de la nourriture. La sobriété légendaire du paysan est toujours grande. Les moins fortunés vivent encore surtout de pain et de légumes, mais, dans l'ensemble, le progrès est très sensible. Les mêmes familles qui ne mangeaient de la viande qu'aux jours de fête en usent maintenant au moins une fois par semaine, souvent plus et on ne peut que se réjouir de

1. Le poète berrichon Jean Rameau dans son *Recueil de poésies berriaudes* : Mon vieux Berry, s'exprime ainsi dans sa rude franchise :

Si j'v'lons sorti' in jour de fête,
J'arcounnaïssons pus nout' pays,
Les fill's à s'fourront su la tête
Des pleum's, qu'c'é à n'en pus fini
.....
Comment qu'ou v'lez qu'ça pans' des vaches
Des fumell's habillé's coumm' ça ?
Ça l'a trop peur de mett' des taches
Après tous ieux ch'tits falbalas.

cette transformation qui ne saurait avoir que d'heureux résultats sur la santé publique en même temps qu'elle satisfait plus normalement au plus impérieux besoin de la nature humaine. Il est facile de constater que la première conséquence de l'augmentation de la quantité de viande dans la nourriture est une consommation moindre de pain au moment même où le blé semble atteindre une période de surproduction tandis qu'on ne peut prévoir le moment, actuellement du moins, où la quantité de viande disponible dépassera les besoins et la faculté d'absorption de la population. Le vieil adage : bétail mal nécessaire n'est plus exact, puisqu'au contraire les ventes d'animaux sont particulièrement prospères depuis quelques années. Voici un exemple pris entre mille de l'extension du commerce et de la consommation de la viande de boucherie. A Buzançais le nombre des bouchers depuis trente ans est passé de quatre à vingt et ils ne se plaignent pas de leur métier tandis que les quatre de jadis ne faisaient pas leurs affaires.

Une clientèle plus nombreuse et l'âpreté de la concurrence ont amené les marchands de denrées les plus courantes et de menus objets les plus nécessaires, à porter à la campagne leur marchandise à domicile. Le boucher, le boulanger, l'épicier passent régulièrement chaque semaine au moins dans les villages et même les fermes isolées. Certaines épiceries même, représentant de grosses maisons, n'hésitent pas à faire une tournée pour prendre les commandes qui seront livrées le lendemain ; les boulangers, surtout

en été, passent deux fois par semaine et on peut constater partout que nombre de ménages ne font plus le pain à la maison qui, auparavant, chauffaient régulièrement le four tous les dix ou douze jours.

Il est toujours vrai de dire que presque tous les habitants de la campagne tirent du sol la plus grande partie de leur nourriture, mais la somme d'argent, affectée directement à des dépenses d'alimentation, s'est sensiblement accrue. Le sucre, le café en particulier, ne sont plus d'un usage exceptionnel, mais, dans nombre de maisons, presque quotidien. Rares sont ceux qui ne font pas du vin leur boisson habituelle dans toutes les parties de l'Indre du moins, et ce sont les plus nombreuses, où on cultive la vigne. La barrique de boisson de cormes et de prunelles qu'on remplissait toute l'année comme le tonneau des Danaïdes, à mesure qu'elle se vidait, n'est plus que l'accessoire de moins en moins mis à contribution. Les vignes, replantées avec courage dans tout le département, sont en plein rendement et certaines régions comme Argenton exportent dans les départements voisins.

L'amélioration de la nourriture a été la première et une des plus heureuses conséquences du relèvement des salaires et de la prospérité agricole. Tel ménage vend pour cinq ou six cents francs de porcs et en tue un, quelquefois deux pour son usage ; la plupart possèdent une ou deux vaches, des chèvres, quelques porcs et, plus rarement, quelques moutons, et souvent un âne ou un cheval. Si les dettes sont rares, les économies le sont beaucoup moins, mais elles se cachent toujours

soigneusement. Outre son mobilier et ses vêtements, un ménage d'ouvriers agricoles possède le plus souvent quelques sommes d'argent prêtées à 3 ou 4 0/0 à un voisin qui en avait besoin. Quand les économies atteignent quelques milliers de francs, elles sont employées en achat « de bien » : un champ, une maison avec un lopin de terre en dépendant. Les dépôts à la caisse d'épargne, fréquents pour une grande partie du département, particulièrement importants pour le canton de Valençay, sont rares, au contraire, dans la région de La Châtre.

Le bétail est toujours la grande source de profit ; il va au pâturage, faute de mieux, le long des grands chemins où pousse une herbe courte, sur un terrain communal, parfois chez les voisins qui, le plus souvent, ferment les yeux quand il ne s'agit pas de champs emblavés.

Dans le sud du département, un élevage important de volailles donne de beaux bénéfices aux fermiers et aux ménagères entendues.

La maladie, par contre, est la grande cause de misère pour les petits ménages d'ouvriers agricoles non pas tant par les frais de médecin et de pharmacien supportés par l'assistance médicale gratuite, que par le chômage qui en résulte, et entraînant la perte du salaire, la moins-value causée par le défaut de soins au bétail, le désarroi général apporté dans la maison. Nous verrons dans quelle mesure les populations rurales ont recours à la mutualité.

Les progrès sont plus lents, mais non pas insensibles

en ce qui concerne le logement et l'hygiène. Les maisons qu'on construit sont plus élevées d'étage, les ouvertures plus larges ; l'intérieur en est généralement bien tenu et c'est sur les abords de la demeure qu'on aurait souvent le plus de réserves à faire ; c'est là qu'on peut prendre sur le vif la nonchalente indifférence de notre paysan pour des améliorations qui ne se traduisent pas en bonne monnaie sonnante. Son apathie à ce sujet laisse le fumier s'étaler à sa porte ; elle néglige de boucher d'une charretée de terre et de cailloux les trous de sa cour où l'eau séjourne. Sans doute, ce n'est trop souvent encore qu'à la dernière extrémité qu'il fera reblanchir, à l'intérieur au moins, ses murs noircis par la fumée et souillés par les mouches ; on ne peut nier cependant que les notions de propreté gagnent insensiblement du terrain, que le médecin, qui passait pour n'être pas si souvent appelé que le vétérinaire, est plus demandé et plus écouté et si le rebouteux et le sorcier ont encore des pratiques, elles diminuent tous les jours.

Depuis que les travaux d'assainissement ont si sensiblement amélioré l'état sanitaire de la Brenne, la race s'est fortifiée, la misère a partout reculé. Aussi peut-on dire de tout le département que s'il n'est pas un des plus fertiles ni un des plus riches, il n'est pas ingrat à l'habitant qui, né dans le pays, connaissant sa terre, sait la rendre productive et qui trouve à y vivre dans des conditions de jour en jour meilleures.

CHAPITRE VII

RETRAITE ET MUTUALITÉ DANS LA CLASSE RURALE.

A celui qui vit aux champs de son travail quotidien et qui assure au jour le jour l'existence de sa famille, il ne suffit pas d'être sûr d'avoir du travail, il importe avant tout de se mettre à l'abri des risques de la maladie.

Le paysan berrichon est trop peu acquis encore à la pratique de cette admirable institution qu'est la mutualité ; se défiant des nouveautés, il débourse à regret une cotisation s'il ne voit pas en échange un intérêt immédiat. Généralement robuste, sobre et rarement malade il se traite encore trop volontiers par les simples qui jouent encore un grand rôle même dans les maladies sérieuses.

Cependant petit à petit, grâce aux efforts de zélés propagandistes, à l'exemple d'un voisin, les hésitations sont vaincues et le réseau mutuel s'étend tous les jours en resserrant ses mailles.

La mutualité s'occupe surtout dans l'Indre de la maladie et telle doit être sa première, sa principale préoccupation ; il lui faut avant tout ne pas perdre de vue son but et ne pas écarteler d'elle, en demandant

des cotisations trop élevées, ceux qui en ont le plus besoin.

Quant à la retraite, il semble que la question puisse être en partie résolue par la mutualité, mais il importe de ne pas oublier que, dans le milieu qui nous occupe, la question ne touche pas ceux qui économisent pour planter une vigne, acheter un champ ou une maison, et nombreux sont ceux qui préfèrent ce moyen d'assurer l'avenir à la constitution d'une retraite viagère dont personne n'est sûr de jouir et qui ne passe pas aux enfants. Le système de l'obligation apparaîtrait donc à la campagne comme tout particulièrement odieux et restrictif de la liberté individuelle puisqu'il serait une entrave sérieuse aux efforts de ceux qui économisent pour devenir propriétaires.

Que les classes laborieuses de nos campagnes ne se bercent pas de trop grandes espérances et qu'en face d'une situation financière qui rend si aléatoire la solution annoncée, elles ne comptent que sur elles-mêmes pour assurer la sécurité de leur vieillesse.

Il faut que les classes rurales s'habituent librement à la mutualité et qu'on favorise et encourage par ce moyen, dans la mesure du possible, la constitution de retraites pour la vieillesse. Quelques sociétés, en effet, comme nous le verrons, ont pu atteindre le double but qu'elles poursuivaient.

La pratique de la mutualité n'offre pas seulement des avantages matériels, mais elle comporte une haute mission éducatrice, elle développe la notion du devoir de solidarité, vivante attestation de ce que peuvent

l'union étroite et consciencieuse contre les misères de la vie. Puissent nos classes rurales y faire de rapides progrès et leur volonté assurer la sécurité de leur vie laborieuse et libre.

Dans quelle proportion l'élément rural entre-t-il dans la composition des Sociétés de secours mutuels de l'Indre, quels progrès ont été accomplis, voici ce que nous voudrions examiner maintenant¹.

Bien avant le décret de 1852 sur les Sociétés de secours mutuels, il existait, dans les principales villes de l'Indre, des associations ayant pour but de venir en aide aux malades de l'association par des cotisations des membres ou, tout au moins, de payer, en tout ou en partie, les obsèques du défunt. Quelques associations de ce dernier type, associations vigneronnes en général, subsistent encore sans figurer sur la liste des Sociétés de secours mutuels. Telle est notamment une vieille confrérie de vignerons de Saint-Christophe (faubourg de Châteauroux) où un livret de caisse d'épargne de quelques centaines de francs, joint à des cotisations, sert à payer les obsèques des confrères.

Ces associations du reste ne se recrutent plus et vont se transformer ou disparaître.

Parmi les actuelles Sociétés de secours mutuels, sept sont antérieures à 1852. Ce sont des sociétés de Châteauroux qui, bien que sociétés de ville, admettent presque toutes des vignerons, des petits propriétaires, des ouvriers ruraux des faubourgs.

1. Nous devons les renseignements qui suivent à la bienveillante compétence de M. Ed. Charlemagne, président de l'*Union mutualiste de l'Indre*.

De 1852 à 1860 onze sociétés ont été créées.

De 1870 à 1880 : six sociétés.

De 1880 à 1890 : douze sociétés.

De 1890 à 1900 : vingt-huit sociétés.

Au 31 décembre 1902 il y avait dans l'Indre, d'après la statistique du Ministère de l'Intérieur, 98 sociétés dont 87 approuvées et 11 libres établies dans 48 communes sur 245 et comprenant 17.420 membres dont 1.607 honoraires et 15.813 participants. Parmi ces 15.813 participants, il y a 8.021 hommes, 2.318 femmes, 3.479 garçons et 1.995 filles.

La proportion des mutualistes dans l'Indre, pour une population de 288.788 habitants, est de un mutualiste pour 16 habitants tandis qu'elle est de un pour 12 habitants pour l'ensemble de la France.

Il est impossible de déterminer, dans le tableau précédent, quel est l'élément rural. La population du département étant en effet surtout agricole, même au chef-lieu où se rencontrent d'importantes industries, si l'un des époux travaille dans une usine, l'autre est jardinier, vigneron, petit propriétaire.

Chaque société, même à la ville, renferme donc à côté d'ouvriers de différents métiers un important élément agricole.

Pour nous approcher le plus près possible de la vérité nous éliminerons d'abord toutes les sociétés réservées exclusivement à des participants non agricoles ; puis, nous prendrons dans les autres, quand elles sont établies dans un chef-lieu d'arrondissement ou de canton, le quart de l'effectif.

Nous considérerons enfin que toutes les sociétés de communes, à moins qu'elles ne soient réservées exclusivement à une industrie, sont des sociétés rurales.

Il est évident que dans une commune rurale les sapeurs-pompiers qui forment une société sont à très peu d'exceptions près des ruraux.

Nous éliminerons donc 12 sociétés manifestement non rurales comme celle de la manufacture des Tabacs ou celle de la manufacture des 100.000 Chemises par exemple :

Il reste : 1° 28 communes rurales avec 34 sociétés comprenant 2.237 membres ;

2° La Société du Syndicat des agriculteurs de l'Indre comprenant 144 membres ;

3° Un quart de l'effectif des 10.381 participants des 50 autres sociétés.

Au total 4.976 mutualistes ruraux.

L'effectif augmente tous les jours, mais il est curieux de remarquer que quatre chefs-lieux de canton sont dépourvus de sociétés d'adultes : Aigurande et Eguzon dans l'arrondissement de La Châtre, Vatan et Saint-Christophe-en-Bazelle dans l'arrondissement d'Issoudun. Deux cantons, ceux d'Aigurande et d'Eguzon, en sont dépourvus dans toutes leurs communes quoique le premier compte 8 communes d'une population supérieure à 1.000 habitants. Cette partie de l'Indre confine à la Marche.

Le canton de Valençay en revanche est à citer au point de vue de l'importance de ses dépôts à la caisse d'épargne et au point de vue mutualiste. L'ensemble

du canton compte 10 sociétés avec 470 mutualistes, soit 1 mutualiste par 29 habitants, proportion élevée pour une région toute rurale.

Dans la Champagne, au contraire, la population peu dense, où de grandes fermes sont habitées par des fermiers aisés entourés de leurs domestiques, la mutualité n'existe guère sauf dans les deux communes de Brion et de Vineuil.

Composition des Sociétés et secours accordés.

Il y avait en 1902 une société rurale, à Brion, exclusivement réservée aux femmes; elle s'est dissoute, mais depuis, à Levroux, s'est créé une société purement féminine : *la Bienfaisante*.

Quelques-unes des autres sociétés se décident à devenir mixtes, c'est-à-dire à admettre à côté des hommes, les femmes et même les enfants. La difficulté provient de la crainte parfois justifiée de la fraude. Une femme, étant occupée chez elle, peut se dire malade pour toucher un secours et cependant coudre, faire la lessive, en un mot tout ce qu'elle fait d'ordinaire. La surveillance n'est pas facile dans les campagnes.

Aussi, en général les sociétés qui admettent les femmes ne leur donnent pas d'indemnité pécuniaire, si ce n'est 10 ou 15 francs à l'accouchement.

Le plus souvent, les hommes et les femmes ne sont admis qu'à partir de 15 ou 16 ans.

Or les enfants qui font partie de la mutualité scolaire

et qui, à la campagne, quittent l'école avant cet âge, ce qui est presque toujours le cas, devraient pouvoir à ce moment être admis dans une section de pupilles d'une Société d'adultes. Autrement, ou bien ils sont exposés à perdre leurs habitudes mutualistes, ou bien ils seront portés à former de nouvelles sociétés qui supplanteront les anciennes.

Vingt-six sociétés dont l'effectif est de 6.500 membres ont constitué l'Union mutualiste de l'Indre qui, avec les autres Unions départementales, se rattache à la Fédération nationale de la Mutualité française.

Quatorze sociétés de communes rurales — et presque toutes les sociétés de ville — possèdent un fonds commun de retraites inaliénable, alimenté plus ou moins par les excédents de recettes sur les dépenses de maladie et géré par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. C'est du reste ce que fait la grande majorité des sociétés françaises qui ne se sont formées tout d'abord qu'en vue de la maladie et qui, peu à peu, sont arrivées à réaliser des économies et à en consacrer une partie à un fonds de retraites. Ce système qui serait abandonné dès que serait votée une loi sur les retraites ouvrières présente, il est vrai, les inconvénients suivants :

1° Malgré les subventions de l'État, malgré l'intérêt à 4 1/2 0/0 servi par lui, la pension est faible parce que le capital est réservé au profit de la Société, tandis que la pension au livret individuel de la Caisse des retraites étant à capital aliéné, atteint presque le double ;

2° Le fonds commun n'étant pas alimenté par une cotisation spéciale et dépendant des bonis annuels très variables, du nombre des pensionnaires vivants, etc., personne n'a la certitude d'être admis à la retraite à un âge déterminé et le chiffre de la pension varie beaucoup.

En un mot la retraite n'est pas garantie.

Parmi les sociétés mutuelles rurales, nous citerons d'abord celle du Syndicat des agriculteurs de l'Indre qui est départementale. Elle s'est fondée en 1899 pour grouper, dans les communes qui ne peuvent que difficilement constituer des sociétés locales, les personnes qui désirent profiter des avantages de la mutualité ; une société régionale de ce genre ne peut guère assurer le service médical.

En effet, le prix de la visite selon la distance est très variable (du simple au triple ou au quadruple). La cotisation devrait donc varier aussi et être très élevée pour certaines localités. Cette société a constitué en cinq ans un fonds de retraites de 3.319 francs et son fonds de réserve est de 4.654 francs.

La Société de Saint-Étienne de Vendœuvres date de 1856. Dès 1858 elle a constitué un fonds commun de retraite par un versement de 500 francs ; ce fonds qui est maintenant de 40.000 francs sert 21 pensions.

Ce fut l'œuvre de M. Crombez. La Société de Mérimy est particulièrement prospère ; elle a une Caisse de retraites à fonds commun alimenté par des prélèvements annuels sur les excédents de recettes, par les subventions de l'État, les dons et legs spécia-

lement en vue de la retraite. Ce fonds déposé à la Caisse des retraites pour la vieillesse était à la fin de 1905 de 3.066 francs. De plus, il a 1.295 francs de fonds de réserve disponible à la Caisse des dépôts et consignations.

Pour être admis à la retraite, il faut avoir 65 ans et compter au moins 15 ans de sociétariat. Le membre devenu infirme avant cet âge peut recevoir un secours.

Enfin une société d'un nouveau type qui a été fondée en 1906 à Saint-Août, mérite une mention particulière.

Le droit d'entrée est de 2 francs, la cotisation de 10 francs par an, payable en cinq termes ; on peut être admis de 12 à 40 ans.

Voici en quoi cette société se distingue des autres : sur la cotisation de 10 francs, 8 francs sont versés à la Caisse de maladies et 2 francs sont versés au livret individuel de chaque membre à la Caisse des retraites pour la vieillesse pour que la pension soit garantie par cette Caisse à l'âge de 55 ans après 15 ans de versement.

Ainsi, tandis que dans la plupart des sociétés les pensions ne sont pas garanties, qu'elles dépendent de l'état de la Caisse, qu'elles sont servies sur le fonds commun dont le capital inaliénable est réservé au profit de la Société, ici le sociétaire a son livret qui le suit partout où il va, qui indique la pension à laquelle il aura droit, et qu'il peut grossir par des versements supplémentaires. C'est le système de l'avenir. Il vient d'être adopté par la Caisse des membres de l'enseigne-

ment libre dans la région du centre dont le siège est à Bourges.

La Société ne paie ni le médecin ni le pharmacien. Elle donne un secours de maladie de 1 fr. 50 par jour pendant le premier mois et de 1 franc pendant le second plus 25 francs à la sociétaire accouchée.

L'indemnité funéraire est de 20 francs. Des allocations peuvent être accordées aux infirmes qui n'ont pas l'âge de la retraite.

Outre l'assurance contre l'incendie très développée et celle contre les accidents que pratiquent la plupart des fermiers et des métayers, on trouve quelques assurances au décès, mais c'est la branche la moins développée dans la population de l'Indre, surtout dans les campagnes.

Deux membres du Conseil supérieur de la mutualité, MM. Joly et Lacroix, ont réalisé cette assurance sous la forme la plus simple en fondant la Société dite garantie du foyer ou du franc au décès. Un groupe se compose de 1.200 membres ; au décès de l'un d'eux chacun des membres du groupe verse un franc ce qui fait 1.199 francs. Sur cette somme, 1.000 francs sont versés à la famille du défunt et 199 au fonds de réserve pour dispenser de la cotisation ceux qui ont 20 ans de sociétariat.

Châteauroux a un groupe depuis 1905, mais il compte peu de membres et ces quelques membres sont surtout des ouvriers d'usine.

Enfin on peut signaler que la dotation de la jeunesse de France en vue de constituer des dots par des verse-

ments annuels a une section à Levroux seulement ; l'idée n'a pas encore pénétré dans notre milieu et il ne faut pas s'en étonner quand on considère la lenteur des progrès mutualistes et la difficulté d'entraîner l'opinion des masses rurales.

Nous ne pensons pas que le souci de bénéficier d'une retraite entre pour une large part dans le désir des ruraux d'abandonner la situation de cultivateur et il nous reste à examiner si l'Indre est menacé par l'exode de ses agriculteurs.

CHAPITRE VIII

L'EXODE RURAL ET LA RARETÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE.

Nous ne saurions prétendre apporter des vues et des solutions nouvelles sur cette question de l'exode rural dont on a dit justement que, depuis la crise agricole, c'était un des lieux communs de la littérature contemporaine¹ ; aussi n'est-ce pas notre but, mais il est impossible de ne pas se demander si l'Indre est un centre d'exode rural et si l'agriculture y est de ce fait compromise.

Un premier point domine tous les autres : Partout où on emploie des machines, il nous a été invariablement répondu que si grâce à leur entrée en scène on pouvait faire actuellement face aux travaux agricoles, il serait désormais impossible de s'en passer. Nous l'avons déjà signalé, en même temps surtout que la main-d'œuvre diminuait, l'intensité et l'étendue des cultures augmentaient considérablement grâce aux défrichements et aux engrais.

La terre réclame aujourd'hui tout autant de bras, sinon plus, dans notre département qu'avant l'achat des

1. Vandervelde, *Exode rural*, introduction.

machines. Nous ne pouvons donc admettre, que si l'augmentation croissante de leur nombre a eu pour conséquence indéniable de supprimer pour certains travaux une partie de la main-d'œuvre, cette diminution n'ait pas été compensée par l'extension des travaux de culture et ait été une des causes de l'émigration vers les villes. Il faut dans bien des exploitations un homme, souvent deux de plus pendant la plus grande partie de l'année ; c'est souvent la presque totalité des bras disponibles d'une commune qui est ainsi employée par les fermes environnantes. Si les jeunes gens qui pourraient être agriculteurs cherchent à se fixer dans les villes, c'est sans doute qu'ils espèrent y trouver des métiers moins pénibles et une vie plus heureuse, mais ce n'est pas, parce qu'à la campagne, dans l'Indre, « l'existence n'est véritablement pas assurée », comme on l'a écrit pour le Cher et la Nièvre ¹. La ville les attire, soit, mais ce n'est pas la campagne qui les chasse parce qu'ils ne trouvent pas à y gagner leur vie. Il y a assez d'ouvrage, même en hiver pour qui veut travailler. La véritable raison de l'exode est l'état d'esprit de la jeunesse rurale qui n'a qu'un désir, vivre à la ville à tout prix et y faire n'importe quel métier plutôt que de travailler la terre. Cette mentalité fâcheuse pour l'avenir du pays se manifeste dès l'école chez les gamins de 12 ans dont le certificat d'études a flatté la vanité et chez les fillettes qui, à peine sorties de l'école, ne rêvent qu'à devenir couturières et à s'établir en ville. Être

1. Roblin, *op. cit.*

cantonnier ou facteur, instituteur ou employé de chemin de fer, tel est pour les jeunes gens l'idéal dont les innombrables demandes n'attestent qu'avec trop d'évidence toute la fascination qu'il exerce. Le socialisme d'état vers lequel nous semblons nous acheminer ne peut que développer cette tendance en conduisant fatalement à la création de nouveaux services et de nouveaux fonctionnaires. Il est banal, mais jamais inutile, de répéter que leur multiplication diminue la force vive du pays ; elle arrache l'individu à son milieu dont il se désintéresse, dont il ne défendra plus les intérêts qui étaient ses propres intérêts.

L'exode rural était sans doute en partie inévitable ; la crise agricole a précipité le mouvement, les gigantesques progrès de l'industrie ne pouvaient s'accomplir qu'avec un supplément de bras. L'industrie de l'automobile, pour ne citer que celle-là, a depuis une quinzaine d'années drainé un grand nombre d'ouvriers, mais ce n'est là qu'un déplacement de forces, ce n'est pas une perte pour le pays. Si l'agriculture peut sans être menacée prospérer avec un nombre moindre de bras qui seront plus rémunérés à côté d'un puissant outillage, qui assurera la rapidité et la régularité des travaux, qui songerait à s'en plaindre si les absents produisent ailleurs !

Pour ce qui est de notre département, si réel qu'y soit aussi l'exode rural, il faut ajouter que jusqu'ici il n'a pas encore produit de malaise sérieux, il n'est pas actuellement un sujet d'inquiétude.

Il est particulièrement difficile de donner des préci-

sions en la matière. Les domestiques agricoles fournissent chaque année un faible contingent de domestiques urbains ou d'employés non ruraux et qu'on peut évaluer en gros à un ou deux dixièmes.

En majorité, après leur service militaire, ils se marient et deviennent le plus souvent aujourd'hui petits propriétaires. Le nombre toujours plus grand de ceux qui peuvent employer chez eux tout ou presque tout leur temps l'extension des travaux de la culture sont, avant l'exode dans notre département, les causes les plus réelles de la rareté de la main-d'œuvre et on peut faire pour l'Indre aussi cette remarque générale que les journaliers, dont le nombre diminue le plus rapidement, sont précisément les ouvriers propriétaires. Les machines ont jusqu'ici facilement rétabli l'équilibre et il ne faut pas oublier non plus que toute la population agricole masculine ne s'occupe strictement que d'agriculture ; grâce aux facilités des communications et au développement de l'industrie, elle achète à la ville tout ce dont elle a besoin et ne fabrique plus rien elle-même.

C'est surtout la pénurie de main-d'œuvre féminine qui se fait sentir et s'accroît tous les jours ; nous en avons trouvé la cause dans l'extension des travaux de confection et dans la répugnance des femmes pour tout autre travail.

La population de l'Indre est par nature sédentaire si on en excepte quelques communes qui sont de caractère et de mœurs plus limousines ou marchaises que berrichonnes. La population du département tend à rester par la nature même des choses essentielle-

ment agricoles ; les grands centres industriels qui pourraient attirer les ouvriers ruraux hors du département sont assez éloignés, et l'industrie dans le département même n'est pas assez développée pour, à elle seule, être un danger pour son agriculture qui est toujours prépondérante et qui, jusqu'ici, n'a pas manqué de bras. Surtout la prospérité des dernières années a été le meilleur des arguments pour retenir les ruraux aux champs. Mais qu'une période moins prospère arrive et beaucoup sans doute partiront qui ne reviendront pas, car ceux-là seuls reviennent qui ont réussi à la ville ; les autres endettés souvent, retenus toujours par un amour-propre funeste, ne veulent pas rentrer dans leur village ni reprendre la charrue. Insuffisamment préparé, faute d'apprentissage, à des travaux industriels parfois plus pénibles que celui des champs, aigri par la déception, les chômages qu'engendrent les grèves, privé de l'indépendance qui était son privilège, le campagnard qui quitte son champ, devient trop souvent un sans-travail et un déclassé qui n'a pas le courage ou le moyen de redevenir paysan.

Il n'y a pas lieu de trop s'inquiéter ; le bon sens et l'intérêt bien compris feront leur œuvre. Sous l'influence d'une transformation économique profonde, le rural a subi une évolution économique qui était inévitable. On peut le regretter avec M. Méline ou s'en féliciter avec M. Vandervelde, mais il serait vain de vouloir l'empêcher. Ne vaut-il pas mieux chercher à organiser pour un avenir nouveau des campagnes nouvelles où, grâce aux améliorations, la vie sera de moins

en moins étrangère à celle des centres fascinateurs, grâce surtout à la facilité des communications, à la décentralisation possible de certains avantages des villes, à la suppression de cet isolement qui n'était pas une des moindres causes de l'exode.

Que les idées de mutualité et de prévoyance fassent leur chemin dans les campagnes. Que leur mise en œuvre ne soit plus l'arme défensive contre la misère des seuls ouvriers des villes. Qu'on apprenne aux paysans les bienfaits de la coopération qui leur permettra d'industrialiser leurs produits agricoles si les nécessités économiques l'exigent. Qu'on enseigne l'agriculture aux enfants dans les écoles ; surtout qu'on leur inculque dès leurs jeunes années cet amour de la terre qui était un culte pour leurs pères et une force sociale pour le pays.

Vu, *le doyen*,
LYON-CAEN.

Vu, *le président*,
SOUCHON.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS.....	1
CHAPITRE I ^{er} . — Le Pays et l'Habitant.....	3
— II. — La Propriété. — Mouvement. — Prix du sol. — Ventes et locations de terre.	8
— III. — Le Travail agricole. — Durée. — Re- pos et chômage. — Travaux des femmes et des enfants.....	48
— IV. — Les Machines agricoles au point de vue de la main-d'œuvre.....	35
— V. — Le Salaire. — Salaire en nature. — Salaire au temps et à la tâche. — Salaire des domestiques de ferme et des journaliers. — Salaire des femmes.....	43
— VI. — Situation matérielle générale. — Eco- nomies. — Travaux à moitié et cheptel d'animaux. — Vêtement, nourriture, habitation et hygiène.....	64
— VII. — Retraite et mutualité dans la classe rurale.....	74
— VIII. — L'Exode rural et la rareté de la main- d'œuvre.....	85

